

le monde heβδο Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°606 JEUDI 13 FÉVRIER 1986 8,00 F

ATTENTATS SPECTACULAIRES



A QUI PROFITE LE CRIME ?

F°P. 2520

éditions

• AFFICHE

La commission propagande des Relations intérieures de la F.A. vient d'éditer une affiche anti-électorale (42 x 56). Prix : 1,10 F l'unité au-dessus de trente exemplaires. Disponible à la librairie du Monde libertaire.



• AMIENS

Après quelque temps de sommeil, le groupe anarchiste d'Amiens reprend ses activités militantes. Il a maintenant un nouveau journal « Bitume ». Le n°1 est en vente à la librairie du Monde libertaire ou par correspondance : G.A.A., B.P. 7, 80330 Longueau. L'abonnement est de 40 F pour six numéros. Soutenez-nous, abonnez-vous ! Vous pouvez contacter les militants du G.A.A. sur le marché le samedi matin de 10 h à 12 h.

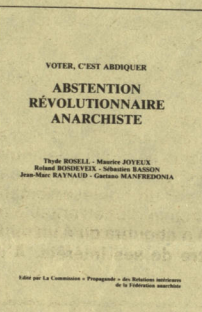
• BADGE

Le groupe Florès-Magon (Paris XII^e) vient d'éditer un badge : « Espagne 36, Durruti », disponible pour le prix de 6 F à la librairie du Monde libertaire.

• BROCHURE

La commission propagande des relations intérieures vient d'éditer une brochure de propagande abstentionniste à l'occasion des élections du 16 mars.

Prix : 15 F. Pour toute commande : librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la F.A. — PAGE 3 : Editorial, Histoires de navettes — PAGE 4 : En Bref, Toulouse Publicomm, Liberté d'expression syndicale aux P.T.T. — PAGE 5 : Quelle action sociale ?, Aide au tiers monde — PAGE 6 : Congrès du Mouvement anti-apartheid, Squatt lyonnais — PAGE 7 : Propositions pour une société libertaire — PAGE 8 : Situation en Haïti, Les idées de Reagan, Communiqué — PAGE 9 : Grande-Bretagne, Italie, Belgique — PAGE 10 : L'Etat marxiste vu par Bakounine — PAGE 11 : Note de lecture, Théâtre, Disque, Rock actualité, Copinage — PAGE 12 : Bilan économique du gouvernement socialiste.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli, fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre Règlement

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

débats

• POITIERS

Le groupe Berkman vous invite à une réunion publique autour du thème « Les anarchistes et les élections » le 18 février à 20 h 30, salle Thimbault, Maison du Peuple, rue Saint-Paul, Poitiers.

• RENNES

Le groupe de Rennes lance une campagne sur la gestion directe. Face à la meute des politicards, les anarchistes ont aussi leur mot à dire sur les élections et surtout des idées nouvelles à proposer.

L'aboutissement de cette campagne sera la tenue d'un meeting à la Maison de quartier de Villejean, à Rennes, le mardi 4 mars.

Nous appelons en outre tous les sympathisants anarchistes à nous aider dans cette action. Contacts : le mardi soir à la M.J.C. de Rennes-centre, 9, rue La Paillette ; ou au C.P.C.L., 56, rue Poullaen-Duparc, Rennes.

• PARIS

La commission propagande des Relations intérieures organise un cycle de cours sur l'anarchisme. Ces cours s'adressent à toutes les personnes souhaitant préciser leur connaissance de la pensée anarchiste.

Chaque mardi, un thème sera abordé : « Qu'est-ce que l'anarchie ? », « L'organisation anarchiste », « Le mouvement anarchiste en France », « Les anarchistes et la révolution », « Anarchisme et mouvement ouvrier », « Anarchisme et marxisme », « Les anarchistes et l'Etat », « Le fédéralisme anarchiste », « La gestion directe », « Comment lutter aujourd'hui ? ».

Prochain cours : « Les anarchistes et l'Etat », par Roland Bosdeveix, mardi 18 février, à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e.

• NORD/PAS-DE-CALAIS

Meeting libertaire : « Mars 1986 : quelle alternative au vote ? ».

A Lille : samedi 15 février, à la M.J.C. de Fives ; meeting, débats, expos, vidéos à partir de 14 h. Concert rock à 18 h.

• TOULON

Le groupe Région toulonnaise et le Centre d'études et de culture libertaire organisent une Quinzaine du cinéma libertaire, du 5 au 18 février, au cinéma Utopia à Toulon. Au programme : « La Cécilia », « L'Ombre rouge », « Viva la muerte », « La Cousine Angelica », etc. Vendredi 14 février, 20 h 30, projection du film « Ecoutez May Picqueray », suivi d'une rencontre-débat avec Bernard Baissat. (Buvette, table de presse...) Pour tout contact, tél. : 94.62.39.13.

• PARIS

Le groupe Louise-Michel organise, dans le cadre du cinquante-anniversaire de la révolution espagnole, une série de cours-conférences dans son local, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris (métro Blanche ou Abbesses). Prochain rendez-vous le 28 février, à 18 h pour une animation audiovisuelle (films illustrant la période 1936-1939) avec débat et buffet pour se restaurer en attendant les intervenants. A 20 h, un débat « L'organisation agraire » aura lieu avec Alain Duthilleul.

• SAINT-ETIENNE

« Voter ? Non, merci ! Les anarchistes expliquent les raisons de leur abstention. » Sur ce thème, le groupe Nestor-Makhno organise une réunion-débat le vendredi 21 février, à partir de 19 h, à la Bourse du Travail, salle 55.

• MONTREUIL

Meeting « Les anarchistes face aux élections » organisé par les groupes de Montreuil/Rosny et Sevran/Bondy. Le 8 mars, à la Maison ouverte de Montreuil, à 20 h 30, au 17, rue Hoche (métro : Mairie-de-Montreuil).

• BORDEAUX

Le groupe Durruti, le groupe Pépin-Cadavre et la liaison Saint-Médard de la F.A. organisent une série de meetings sur le thème « Quelle alternative libertaire aux élections ».

Les deux premiers meetings auront lieu à Bordeaux, le lundi 24 février, à 20 h 30, au 7, rue du Muguet ; et à Talence, le mardi 4 mars, à 13 h, « cafet 136 », bâtiment de sociologie, faculté de lettres.

communiqués

• CHERBOURG

Le groupe de Cherbourg tiendra désormais ses permanences hebdomadaires le lundi, de 18 h 00 à 19 h 00 au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

• BASTIA

La liaison de Bastia se reconstitue, pour tout contact écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : 805.34.08

liste des permanences des groupes f.a.

PROVINCE

• AISNE

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : 16.23.80.17.09.

• ARDÈCHE

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

• BOUCHES-DU-RHÔNE

Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).

• CHARENTE-MARITIME

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

• CÔTES-DU-NORD

Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».

• DOUBS

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les mercredis de 17 h à 18 h à son local : 77, rue Battant, Besançon.

• FINISTÈRE

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h 30 à 12 h au marché de Saint-Martin.

• GARD

Groupe du Gard : permanences les premiers et troisièmes mercredis de chaque mois, de 17 h à 19 h, à l'A.G.D.I.R., 16, rue des Orangers, 30000 Nîmes.

• HAUTE-GARONNE

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

• GIRONDE

Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque mardi, de 19 h à 20 h 30, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

• HÉRAULT

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

• ILLE-ET-VILAINE

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

• INDRE-ET-LOIRE

Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le mercredi (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

• LOIRE

Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T./A.I.T.-L.P., Bourse du Travail, Cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

• LOIR-ET-CHER

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, appt. 57, Blois (tél. : 16.54.74.26.02).

• LOIRE-ATLANTIQUE

Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffault, Nantes.

• MAINE-ET-LOIRE

Groupe d'Angers : permanences les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, au C.A.D. (Centre d'animation de la Doutre), 43, place Grégoire-Bodillon, Angers.

• MANCHE

Groupe de Cherbourg : permanences tous les lundis de 18 h à 19 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

• NORD

Groupe de Lille : permanences tous les dimanches, de 10 h 30 à 13 h, à la librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesdes, 59000 Lille (métro Wazemmes), tél. : 16.20.57.37.06.

• PYRÉNÉES-ORIENTALES

Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les premiers dimanches du mois au Marché aux Puces de Perpignan (table de presse).

• SARTHE

Groupe « Zo-d'Axax » du Mans : permanences tous les seconds et quatrièmes jeudis de chaque mois, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, rue d'Arcole, Le Mans.

• SEINE-MARITIME

Groupe « Jules-Durand » du Havre : permanence chaque dimanche matin pendant la vente à la criée sur le marché d'Harfleur.

• GROSSE-ROULE

Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 15 h à 17 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen.

• VAR

Groupe « Région toulonnaise » : permanence le samedi, de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaire, cercle Jean-Rostand, rue Montebello, Toulon.

• VIENNE

Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les dimanches, de 10 h à 12 h 30, au cours de la tenue de la table de presse au marché de la Z.U.P.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

HISTOIRES DE NAVETTES

Morts en service commandé

GIGANTESQUE intoxication que l'exploitation de cet accident. Cette facilité qui autorise le gouvernement américain à manipuler, désinformer les consciences est le fruit de l'expérience.

Et, l'on sait, par des faits plus récents que ceux qui ont trait à l'expérience chilienne par exemple, qu'il faut en créditer les conseillers en communication de la Maison Blanche et du Pentagone, les relais médiatiques de la C.I.A., la connivence masochiste des partenaires occidentaux ou, tout simplement, l'ignorance totale d'une opinion publique pour qui la liberté civile en régime démocratique serait inaltérable et qui ne saurait concéder qu'il y soit fait atteinte... pour une quelconque raison, fusse-t-elle d'Etat.

Ainsi ce n'est pas tant la mise hors d'état de nuire du Rainbow Warrior, dans les eaux extraterritoriales, qui heurte cette même opinion publique que le fait qu'un individu, comme vous et moi, faisant ses courses au Printemps ou chez Gilbert-Jeune, puisse y laisser sa peau. Le principe de ces interventions clandestines, actions sourdes légalisées puis obéissant aux intérêts supérieurs de la nation, paraît couler de source. Etait-ce vraiment l'avis des 269 personnes exécutées (1) par le gouvernement Reagan le 31 août 1983 ? Quel rapport entre ce meurtre collectif et un accident qui fit sept victimes, morts pour la science ?

Pour la science ? Mon cul ! Pour l'intérêt du plus grand nombre ? Inexistant, négligeable, pour la N.A.S.A. et le gouvernement américain. La navette spatiale a été, est, et sera utilisée à des fins militaires. Il s'agit-là de son unique raison d'exister. Le rôle de cette navette, qu'elle s'appelle Discovery ou Challenger, est une vérole pour le gouvernement américain. C'est ainsi que l'on comprend la gêne des autorités à ce qu'il soit dévoilé. Sans les capitaux militaires et le soutien du département de la Défense américaine, le programme de la navette n'aurait jamais abouti.

Expérience « in vivo »

La nuit du 31 août 1983, un boeing 747 de la compagnie South Korean Airlines, vol 007, qui partait d'Anchorage pour se rendre à Séoul, devia de manière prolongée de sa route jusqu'à atteindre un écart de cinq cents kilomètres à l'ouest de la voie prévue par les accords internationaux, alors que dans le même temps il continuait de donner sa position comme si de rien n'était. Il pénétra ainsi l'espace aérien soviétique pour la première fois au-dessus de Kamchatka, puis de nouveau une heure et trente cinq minutes plus tard au-dessus de Sakhaline.

Apparemment, les Soviétiques réagirent assez faiblement

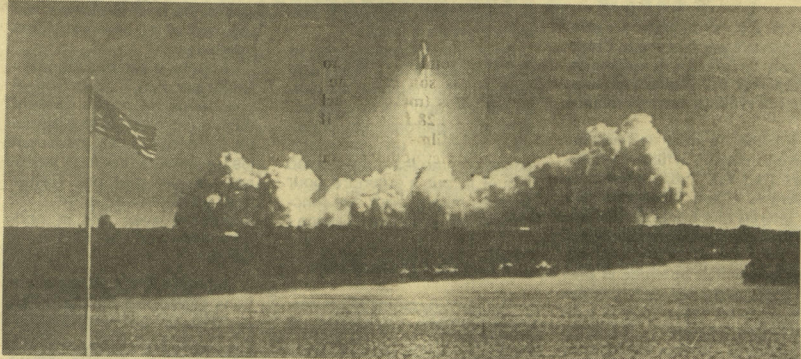
lors de la première intrusion. La première tentative d'interception fut interrompue cependant que leurs préoccupations grandissaient au fur et à mesure que l'avion approchait de Sakhaline (2). Six intercepteurs décollèrent à 17 h 42 et tentèrent d'entrer en contact avec lui sur la fréquence internationale. Les Soviétiques attendirent la toute dernière minute pour interrompre le vol. A 18 h 32, l'appareil fut abattu et s'écrasa en pleine mer.

Selon la version soviétique, la chasse avait mis fin à une vaste opération de renseignement dirigée par les Etats-Unis. L'élément central sur lequel s'appuie cette analyse est la coordination existant entre les mouvements de l'appareil sud-coréen et les passages répétés d'un satellite américain Ferret-D. (satellite Ellint : Electronic Intelligence [renseignement électronique]). Le satellite opéra trois passages effectifs. Le premier survint bien avant que l'appareil du vol 007 n'approchât le territoire soviétique, avec pour objectif d'enregistrer les émissions radars et électroniques soviétiques faisant partie de la stricte routine militaire. Le second passage survint à la minute précise où l'appareil arrivait au-dessus du territoire soviétique provoquant une situation d'« alerte » au cours de laquelle l'intensité des émissions électroniques fut presque doublée. Le troisième passage eut lieu au moment

Ces passages avaient lieu entre 2 500 et 3 000 kilomètres de cette zone, distance prudente qui a permis à la navette de jouer son rôle de coordination et de communication lors de cette opération d'envergure. C'est en fonction de l'orbite décrite par le satellite Ferret que s'est faite la coordination horaire. Au terme de l'opération, la navette aurait réapparu à 18 h 34, c'est-à-dire dix minutes après le survol escompté de la presqu'île de Sakhaline.

Pourquoi cette opération de renseignement méritait en jeu des forces maritimes, terrestres, aériennes et spatiales (intervention de la frégate américaine Badger, par exemple) a-t-elle été montée avec un appareil civil, bourré de passagers ? La raison en est, sinon lumineuse, du moins cohérente. Le but principal de cette opération est de capter les informations secrètes qui passent d'Est en Ouest et d'Ouest en Est, du commandement d'Extrême Orient au centre politique du gouvernement à Moscou, de tester les systèmes radars et électroniques soviétiques. En bref, de dresser une carte de l'évolution des décisions politiques, d'avoir un aperçu instantané d'une réaction soviétique en état d'« alerte ».

Si les autorités américaines s'étaient servis d'un appareil militaire, l'opération n'aurait pu être menée jusqu'à son



même (à la minute précise) où l'avion survolait de nouveau le territoire soviétique. Le satellite Ferret avait disparu derrière l'horizon de la zone d'opérations (18 h 10) bien avant que le boeing 747 ne fut abattu.

Le 30 août, soit trente-six heures avant que le vol 007 ne fut interrompu, la mission S.T.S.-8 de la navette spatiale décollait de Cap Canaveral à 6 h 32 G.M.T., heure de lancement inhabituelle (premier lancement de nuit !). Elle fut orientée vers l'est, sur une orbite inclinée de vingt-huit degrés et demi. Elle ne devait survoler ni l'Union soviétique ni la zone où eut lieu l'incident. Cependant, alors qu'elle entamait ses 23^e, 24^e et 25^e passages, elle atteignit une latitude maximale nord (vingt-huit et demi) au plus proche du théâtre des incidents, au moment même où l'opération se déroulait.

objectif final. La chasse soviétique n'aurait pas hésité à agir promptement si celui-ci n'avait pas obéi aux signaux d'atterrissage. Un appareil civil, en revanche, manifestement civil (la nuance est d'importance), n'aurait pas déclenché les systèmes radars et électroniques. Il fallait donc semer le trouble dans les radars soviétiques. Cela fut organisé grâce à la présence d'un avion R.C. 135 (profil similaire au boeing) à côté du 747 (les deux appareils volant à la même vitesse et à la même altitude !).

La confusion fut telle que l'identification de l'appareil — civil ou militaire ? — donna aux autorités américaines le bénéfice du doute et un laps de temps suffisant pour mener à bien la mission. Les Soviétiques se posèrent suffisamment la question de savoir si les Améri-

cains se hasarderaient à risquer un appareil authentiquement civil avant de se rendre compte que ce boeing était une apparence. Appareil d'espionnage spécialement équipé, il fut abattu après avoir violé une zone sensible.

Raison d'Etat et complicités d'Etat

Deux ans après cet incident, il n'est toujours pas possible d'établir la liste complète des passagers ! Des dizaines de noms sont laissés dans l'obscurité. Pourquoi, également, un tel silence, une telle complicité des autorités soviétiques qui auraient beau jeu de faire éclater la vérité, de provoquer une crise diplomatique et de rendre vains et ridicules les arguments de Reagan sur la limitation de la course aux armements ? Pour-

Editorial

LE Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (C.S.P.P.A.) a revendiqué les trois attentats réussis la semaine dernière à Paris. Ces « inconnus » tentent de créer la panique au sein de la population afin de peser sur le gouvernement français, dans le but de libérer trois terroristes incarcérés dans des prisons françaises.

Un désagréable sentiment de servir de monnaie de singe face aux desiderata de ces individus nous anime. Sans compter les éternelles victimes innocentes, ces agissements ne peuvent avoir qu'une seule conséquence : toujours plus de répression.

En effet, sous couvert de lutter contre le « terrorisme aveugle » l'Etat, lui, dispose d'un arsenal bien plus efficace. Le gouvernement socialiste compte bien renforcer les moyens d'action et les effectifs de sa flicaille, qui n'attend que les ordres. Quand, en plus, celle-ci est plébiscitée par la presse qui réclame de nouveaux képis et un regain de patriotisme, elle a de quoi être satisfaite, et nous des raisons de nous inquiéter...

Pour assurer sa survie, l'autorité n'a d'autres moyens qu'autoritaires. Que ce soit dans nos démocraties occidentales ou dans des régimes totalitaires, les gouvernants n'ont qu'un but : conserver le pouvoir et ses prérogatives.

Hélas ! pour « Baby Doc », ses « tontons macoutes » n'auront pas suffi à le maintenir en place. C'est finalement l'armée qui a eu le dernier mot, avec la bénédiction des Etats-Unis voyant d'un bon œil l'arrivée au pouvoir d'une jeune composée de militaires et de quelques civils.

L'explosion de joie du peuple haïtien à la chute d'un régime abhorré aura cependant été de courte durée, puisque la première mesure de ce gouvernement est l'instauration du couvre-feu dans la capitale.

La légitime révolte qui secoue le pays va donc être une fois de plus canalisée. Le Conseil de gouvernement provisoire est chargé de maintenir l'ordre et d'éviter d'éventuels débordements.

Après trente ans de terrorisme d'Etat, les Haïtiens risquent donc de se choisir de nouveaux maîtres. Le gouvernement américain est intervenu avant que la situation ne débouche sur un bouleversement révolutionnaire. En faisant l'économie d'une véritable révolution sociale, le peuple haïtien n'aboutira qu'à un renforcement étatique qui va à l'encontre de ses intérêts. A nous, anarchistes, de lui ouvrir les yeux !

qu'un pareil mutisme du gouvernement américain ?

Il semble qu'en échange de la réserve de Moscou (« on écrase le coup »), un accord secret fut conclu visant dans un premier temps à cesser ce genre d'opération d'espionnage et, dans un second temps, à démilitariser la navette spatiale. Les affaires sont les affaires et la navette spatiale servirait de monnaie d'échange. Voilà comment les Soviétiques pouvaient compenser un retard faramineux dans le domaine de la défense spatiale.

Une source digne de confiance, qui travaille au G.C.H.G. (quartier général de l'espionnage électronique britannique à Cheltenham) nous permet de raconter cette histoire. Conte de fée à l'intention des plus grands ou fuite organisée, le document qui détaille cette opération laisse deviner la forte réprobation des Britanniques devant une telle opération ayant fait 269 victimes civiles innocentes... mortes sous la responsabilité de Reagan. Quand nous disions que ces opérations discrètes, délicates, dangereuses, ne s'embarraient pas de scrupules...

HERVÉ

(1) Il s'agit du boeing sud-coréen abattu par la chasse soviétique.

(2) La presqu'île de Sakhaline est le siège de l'une des plus importantes bases de l'armée soviétique.

Une revue traite de tout ce qui touche aux services secrets, opérations clandestines et guerre du renseignement, il s'agit du « Monde du renseignement » (c/o A.D.I., 16, rue des Ecoles, 75005 Paris.).

enbref...enbref...

• La revue « De sac et de corde » n°2, supplément de « Camouflage », vient de paraître.
 Au sommaire : un dossier sur l'affaire J.-P. Mouille, « Droque et prostitution », « Un pas vers la criminalisation du suicide » : affaire Gullion/Le Bonnet...
 Cette revue, vendue au prix de 15 F, est disponible à la librairie du Monde libertaire.

• La coordination « On arrête tout ! », qui regroupe des objecteurs de conscience, diffuse du matériel de propagande : cartes de soutien, affiches, badges...
 Pour tout contact : c/o A.R.I.C.O., B.P. 2024, 49016 Angers cedex.

• S.A.T.-Amikaro organise une conférence sur le thème : « L'Espérance en tant que langue et idée en Asie occidentale », avec le docteur Ulrich-Lins, qui se tiendra au centre Pompidou, salle Jean-Renoir, 2^e étage, le 16 février 1986, à 14 h 30.

• Nous vous signalons la création d'un lieu de vie à Chatillon-en-Duais, près de Menglon.
 Toutes les personnes intéressées pour soutenir cette expérience peuvent contacter le G.A.E.C. du Moulin, Menglon, 26410 Chatillon-en-Duais (tél. : 75.21.80.07).

Nous apprenons avec regret le décès de notre ami Jean Gauchon, ancien secrétaire général de l'Union pacifiste de France, le 31 janvier 1986.
 Que ses proches soient assurés de notre profonde amitié.

Fédération anarchiste

Liberté d'expression syndicale aux P.T.T.

DEPUIS quelques années, la C.N.T.F. s'implante progressivement dans les P.T.T. Des travailleurs lassés par l'inertie syndicale traditionnelle et son intégration grandissante, usés par des années de restrictions imposées par l'administration, s'organisent et luttent au sein d'un nouveau syndicat correspondant à leurs aspirations : la C.N.T.F.

La C.N.T.F. est une petite confédération ouvrière de tendance anarcho-syndicaliste ou syndicaliste révolutionnaire affiliée à l'Association internationale des travailleurs (A.I.T.). Indépendante de toute organisation politique, ses structures et son fonctionnement fédéralistes permettent la défense des intérêts immédiats des travailleurs allant de pair avec un projet de transformation de la société par l'abolition du patronat et du salariat.

Quels droits pour la C.N.T.F. dans la fonction publique et plus particulièrement aux P.T.T. ? Deux textes régissent les droits des organisations syndicales non représentatives telle la C.N.T.F. : un décret n°82447 du 28 mai 1982, un Bulletin officiel des P.T.T. n°51 P.A.S. 24 du 7 février 1984 et la circulaire de la fonction publique du 18 novembre 1982. Ils permettent d'obtenir des panneaux syndicaux, de distribuer des documents d'origine syndicale dans l'entreprise, de tenir des réunions dans les locaux administratifs hors des heures de service et d'être reçu en audience. Si dans quelques bureaux ces droits ont pu être obtenus, il en reste de nombreux autres pour lesquels l'administration fait la sourde oreille comme à Paris 05, Meslay-du-Maine, Lyon-Montrochet C.T., etc. C'est inadmissible !

A la veille de transformations importantes (privatisation, déréglementation), le développement du syndicalisme révolutionnaire dans les P.T.T. doit gêner cette administration puisqu'elle n'hésite pas à bafouer ses propres textes, privant ainsi les syndicats C.N.T.F. de moyens d'expressions indispensables. La fédération C.N.T.F. des P.T.T. (1), pour empêcher l'étouffement de ses syndicats, a lancé une campagne nationale pour obliger l'administration à respecter sa propre législation. Vous pouvez soutenir cette action en protestant auprès du ministre des P.T.T., 20, avenue de Ségur, 75700 Paris. L'implantation du syndicalisme révolutionnaire dans ce secteur dépend aussi de votre solidarité.

Daniel Teyssier

(1) Fédération C.N.T.F.-P.T.T., 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

Toulouse Publicomm

MARS approche et le patronat piaffe devant une échéance qu'il pense capitale pour son avenir. Comme si le Parti socialiste et ses groupies n'avaient pas fait assez pour rogner les ailes au mouvement ouvrier et à ses acquis. Comme si le changement de majorité parlementaire apportera un rétablissement de ce qui n'a jamais été changé ! (1)

Gattaz appelle de tous ses vœux la liberté de licenciement pour que des embauches puissent être faites... Ce même Gattaz qui, avec Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., décerne un prix au meilleur accord d'entreprise qui tient

compte de « la modernisation nécessaire » tout comme des « ressources humaines ». Sur ce plan-là, l'association capital-travail bat son plein puisqu'un responsable syndical a pu dire que la grève était néfaste à la bonne marche de l'entreprise ! (2)

« Vaincre les archaïsmes » titrait au début de cette année l'hebdomadaire de la C.F.D.T. Et de mettre dans le même sac Gattaz et Marchais qui barrent la route chacun à leur manière à la loi contre la flexibilité.

La réalité dépassant la fiction, lisons un peu et apprenons qu'ils « ont en commun un archaïsme fondamental : celui qui consiste à vouloir retrouver la "belle" époque



du combat frontal, de la guerre au couteau entre salariés et patrons. Bref, qui veulent retourner un siècle en arrière, au temps où les patrons avaient tout le pouvoir — travaille et tais-toi — et où les prolétaires n'avaient que leurs chaînes à perdre. »

Pour les dirigeants de la C.F.D.T. mai 1981, d'un coup de baguette magique, a transformé les rapports de production et le patronat est considéré comme un partenaire social comme les autres, avec lequel il faut s'entendre pour faire au mieux, pour que fonctionne la machine France !

Patronat toulousain

Pourtant banques d'heures, aménagement du temps de



travail et modernité ne sont pas acceptés par tous. Ainsi à Toulouse, dans l'entreprise Publicomm où est confectionné un journal « gratuit » de la Haute-Garonne (le 31), le patron, M. Pradas, n'entendait pas s'embarasser longtemps d'un archaïsme qui l'exaspère : les ouvriers du Livre, de plus syndiqués.

Voulant faire fonctionner son entreprise comme il l'entendait, il n'avait que faire du respect de la convention collective de l'imprimerie et d'un délégué syndical. Cela devait relever pour lui d'une atteinte intolérable à sa liberté individuelle !

Le conflit entre patron et salariés durait depuis le printemps 84 à Publicomm, quand à la fin de l'année dernière l'entreprise fut occupée pour qu'enfin le code du travail soit appliqué et les revendications satisfaites.

La suite n'est pas banale : filmés par F.R.3, le patron et une bande de nervis cassent de nuit les vitres et le matériel de l'imprimerie, et menacent les travailleurs. Voilà un patronat qui doit prendre Gattaz pour un réformiste et qui a dû apprendre avec joie la condamnation de la C.G.T. à Citroën !

Depuis 1984, les interventions et les plaintes déposées par les travailleurs pour entra-

ves à la liberté syndicale, au code du travail et non-respect de la convention collective, n'ont pas abouti. En revanche, l'instruction de celles de M. Pradas, patron de Publicomm, a été particulièrement accélérée.

Justice de mon pays...

Le résultat ? De lourdes amendes et des peines d'emprisonnement pour Jean-Pierre Cambédiac (secrétaire régional du Livre C.G.T.) et des militants du syndicat du Livre de Toulouse !

Face à ce jugement de classe, la mobilisation s'organise des travailleurs de la Dépêche de Toulouse à ceux de Centre-Presse de Rodez, de l'Indépendant de Perpignan qui manifestent devant le Tribunal de grande instance de Toulouse, place du Salin.

Jeudi 6 février, de toute la France étaient venus des travailleurs du Livre pour manifester leur solidarité avec ceux de Publicomm à Toulouse. Il serait faux de ne voir dans cette affaire qu'une des multiples facettes de la revitalisation tous azimuts du Parti communiste via la C.G.T., il s'agit bel et bien d'une attaque contre les acquis du mouvement ouvrier, d'un retour au XIX^e siècle. Du jugement du Tribunal de grande instance de Toulouse concernant Publicomm et à la criminalisation de toute action syndicale dépassant les limites du tapis vert. Des jugements comme celui de Toulouse entérineraient une jurisprudence qui contredirait les acquis du mouvement ouvrier. Car c'est lui qui est visé et nous en faisons partie.

GÉRONIMO

(1) Berezgova, comme Rogard, multiplie à l'envie les déclarations du genre : « Vous verrez qu'avec les autres, ce ne sera pas mieux ! ». Doit-on rappeler qu'à la Bourse tout va bien ?

(2) Il s'agit bien sûr toujours de l'ineffable Edmond Maire !

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

Quelle action sociale ?

L'ACTION sociale et éducative est toute entière aux mains de l'Etat : les principes d'intervention sont élaborés par les appareils d'Etat, devenus seuls producteurs des critères de sécurité, de santé, de sociabilité et d'éducation. Les institutions substituent un savoir-vivre tout comme elles transmettent un savoir-faire pétrifié, d'autant que la raréfaction des possibilités de relations directes leur laisse champ libre.

L'action sociale et éducative est devenue un instrument en même temps que la famille a été dessinée et isolée, investissant l'enfant, personnage central de l'organisation familiale. L'industrialisation (entreprises géantes, organisation parcellaire du travail), l'urbanisation (développement de villes tentaculaires, de grands ensembles) et la centralisation de tous les pouvoirs ont opéré de tels ravages que les communautés de base telles que les communautés de travail, de loisirs ou d'origine, se sont trouvées réduites ou même effacées. La famille se transforme en cadre des rapports sociaux, devant assurer des fonctions naguère prises en charge par la société : dans la rue par les artisans, marchands ou voisins, dans l'ouvrage par les compagnons, ou dans l'habitat par les personnes vivant sous le même toit ; toutes fonctions tant sociales qu'éducatives pour chacune des individualités humaines.

Le processus d'appauvrissement de la vie communautaire par la mise à la raison des rapports sociaux, de l'habitat et de l'économie a formé un stéréotype, la cellule familiale, réglemmentable, disciplinable, seul espace reconnu viable.

Unique modèle, la famille subit un travail constant de l'Etat pour la maintenir disqualifiée : ne produisant plus au niveau

économique, elle perd son potentiel original d'élaboration d'un savoir-vivre et ne devient que cellule de base de la consommation. Plus l'espace sera organisé, normalisé, finalisé, par les pouvoirs publics, plus les êtres humains seront standardisés en famille, plus la chasse aux déviants sera systématique. Plus il sera nécessaire d'accroître le nombre de régulateurs « sociaux » (police, justice, médecine, éducation...) pour opérer cette destruction de la société. A cette fin, les appareils étatiques monopolisent l'imagination en matière sociale. Les demandes sociales et les échecs scolaires ne cessent de croître au gré de la dislocation du tissu communautaire.



L'action sociale menée conjointement par les travailleurs sociaux, les services de police et l'appareil judiciaire conduit à ce que l'Etat s'approprie et solidarise et savoir-vivre. L'« engineering » social multiplie ses formes : les enquêtes sociales introduisent l'investigation pour redresser famille et enfant, l'observation en milieu ouvert relève de la sociologie utilitaire, la tutelle aux prestations sociales vise à imposer une conduite économique, quant aux mesures de protection de l'enfant ou de la famille, elles ne sont menées à terme que pour normaliser tant elles sont imbriquées avec la justice. Les assurances et la Sécurité sociale revendiquent le monopole de l'entraide et de la solidarité, en même temps que le chômage fragilise le tissu social, jusqu'à participer à sa destruction, et amenuise la résistance des individus : aucun remède n'est envisagé, si ce n'est le secours lié aux prestations. Les travailleurs sociaux finissent par dispenser un enseignement du savoir-vivre tant les êtres humains se retrouvent dépossédés, privés de leurs ressources en matière d'aide vicinale, de solidarité et d'imagination.

Quant à l'action éducative, étroitement liée à l'action sociale, puisque dépendante de la force du tissu social, il est inventé chaque jour de nouvelles méthodes de gavage en recourant à un matériel pédagogique de plus en plus encombrant et de plus en plus inadapté. L'inadéquation entre les besoins éducatifs va de pair avec l'endoctrinement recherché et la sélection, puis moulage, des rôles que tiendront les enfants dans la société.

L'action éducative est cantonnée au territoire de l'école, niant le rôle formateur des autres acteurs sociaux. On ne cherche plus à « apprendre à apprendre » mais à imprimer un contenu, toujours dépassé

malgré les efforts d'actualisation, qui enferme le raisonnement et la pensée. Les échecs sont versés dans le domaine social afin d'être repêchés. Ne leur propose-t-on pas les S.I.V.P. (stages d'initiation à la vie pratique), n'ayant pu les éduquer et les ayant amenés à ne plus pouvoir assurer la prise en charge eux-mêmes de leur existence quotidienne.

Tout comme pour l'action sociale, l'Etat monopolise les principaux moyens de formation : l'amélioration de la vie communautaire ne passera pas par une augmentation des crédits alloués aux services sociaux, de même, si l'Education nationale recevait des subsides supplémentaires, il n'en resterait pas moins un nombre important d'analphabètes ou d'individus incapables de s'adapter au tourbillon de la vie professionnelle.

La seule prévention réside dans la reconstruction du tissu social. Par la réappropriation de l'initiative, de la créativité et de l'échange, chaque individu, chaque groupe social se renforcera et par là-même tendra à minimiser l'intervention de l'Etat sur les communautés et les êtres humains. Retournons les réseaux d'échanges et de communications qui permettent à chacun de s'affirmer et de s'épanouir. Ce sont par des rapports différenciés avec l'environnement et ses semblables que l'individu établit les chances de faire de chaque moment de son existence une occasion de s'instruire, de partager, de s'entraider. Sur les principes fédéralistes, chaque communauté humaine peut organiser sa vie à partir de ses propres expériences, besoins fondamentaux et ressources. Les ressorts de la socialisation reposent sur des rapports actifs.

HÉLÈNE
(Gr. Pierre-Besnard)

Opération Flood De la poudre aux yeux !

COMME il a été écrit dans *Le Monde libertaire*, des Organisations non gouvernementales tiers-mondistes se sont attachées à connaître et à faire connaître les filières de l'aide internationale (notamment agro-alimentaire). L'une des mieux connues est sans doute celle de la production laitière.

La politique européenne de coopération laitière avec l'Inde (opération Flood) mérite d'être dévoilée à l'heure où des groupes hollandais et allemands ont lancé une campagne de dénonciation, suivis en cela par plusieurs associations en France. Cette campagne prend d'autant plus d'importance que les dirigeants européens envisagent une politique semblable vis-à-vis de la Chine (la productivisme n'a pas de frontière !).

Cette opération Flood visait en fait à un développement de la production laitière en Inde en vue d'une autosuffisance nationale, non réalisée à ce jour d'ailleurs. Pour ce faire, l'objectif était de développer les capacités de production, de transformation et de distribution de toute la filière en participant à la mise en place d'usines de transformation par une aide alimentaire (excédents laitiers de l'Europe) progressivement relayée par la production locale.

A ce titre, les producteurs de lait F.N.S.E.A. du Sud-Ouest

ont généreusement offerts trente tonnes de matériel en 1984, tout en laissant la charge du transport et du dédouanement (100 000 FF) à la communauté indienne assistée. Celle-ci mettra un an avant de pouvoir payer et recevoir le matériel. Les Indiens



n'étant pas formés à l'utilisation de celui-ci, ils ont dû par la suite demander une assistance technique et une formation spécialisée.

Cette « aide au développement », dans un contexte social mal connu (celui de l'Inde), et aux conséquences non soupçonnées par les donateurs, est significative. Cependant, l'opération Flood a quand même permis un

développement relativement contrôlé par les coopératives de producteurs de la région de Gujaraat. En revanche, les autres régions n'ont pas forcément suivi et se trouvent parfois défavorisées (développement de gros producteurs aux dépens des autres paysans).

pas de mise en culture pour la production de fourrages, contrairement aux vaches croisées qui ne peuvent se contenter de déchets. L'introduction de races laitières occidentales a donc eu pour conséquences une réduction des productions végétales autres que fourragères et une détérioration de la force de traction des races locales (il ne manque alors pas de marchands pour proposer des tracteurs, engrais, pesticides... dans des conditions défavorables aux paysans).

Quant à l'alimentation, les améliorations ne se sont faites sentir que pour les consommateurs aisés, seuls capables d'acheter les produits tels qu'ils sont proposés en ville, puisque trop chers ou trop élaborés pour les citadins modestes. Même les paysans ont parfois vu leur alimentation en produits laitiers se détériorer avec la modification brutale des conditions de production, de transformation et de distribution.

On a qualifié l'opération Flood de « révolution blanche »... or, une « évolution brune » (telle que l'a définie une Indienne dans un colloque sur Flood en Allemagne), prenant mieux en compte ce qui existait déjà, n'aurait pas eu les effets pervers que nous venons de développer et aurait au moins permis aux Indiens

de maîtriser eux-mêmes leur développement. Nombreux sont ceux qui, là-bas, dénoncent l'opération Flood à ce titre et c'est la raison pour laquelle des O.N.G. européennes ont décidé d'une campagne d'information et de pression sur la Communauté économique européenne.

L'opération Flood n'est pourtant qu'une opération de « coopération officielle » parmi d'autres, mais même si elle est unique en son genre elle n'en reste pas moins un exemple de ce que la bonne conscience des pays riches (des Etats-Unis à l'U.R.S.S.) propose aux pays dits « en voie de développement ». Encore une fois, des documents tels que celui de l'A.B.D.I.S. (association ayant pour but un autre développement ici et une aide au développement alternatif dans les pays du tiers monde) : *La Lettre de Solagral* (2) ou « Nos excédents laitiers : chance ou danger pour le tiers monde ? » (3), ont le mérite de faire connaître ces opérations et de faire état des positions différentes qui s'y opposent.

PATRICE

(1) Certaines races locales sont en voie de disparition alors qu'on les sélectionne pour la production de lait au Brésil.

(2) Document A.B.D.I.S. n°4, « La Lettre de Solagral », 5, rue F. Bizette, 35000 Rennes.

(3) « Nos excédents laitiers... », F.R.P.L.-C.R.I.A.D., 11, cours de Verdun, 69286 Lyon.

Propositions pour une soc

A L'occasion des campagnes électorales, il est de coutume que chaque organisation politique présente son catalogue de promesses. Au menu : un mélange plus ou moins raffiné de réformisme et de démagogie ! Les libertaires, quant à eux, n'ont jamais attendu les élections pour faire des propositions. La course au pouvoir ne les intéresse pas et l'anarchisme s'inscrit dans un combat quotidien contre l'autorité et la hiérarchie.

C'est bien là que se situe le fond du problème ; ceux qui commandent sont toujours ceux qui exploitent... mécanisme social d'une logique implacable ! Contrairement donc aux programmes électoraux, les propositions libertaires ont le mérite de présenter clairement la situation et de rompre de façon radicale avec le système actuel. Toutefois, œuvrer à transformer la société dans une optique anti-autoritaire et anticapitaliste nécessite réflexion et préparation. Ainsi, il importe que nos propositions soient constructives, précises et réalisables à court et moyen termes.

Certes, il n'est pas question de s'enfermer dans un carcan. Notre projet n'est pas une bible à suivre au pied de la lettre. C'est une contribution au débat, une pierre que les anarchistes apportent au mouvement social pour la construction d'un monde nouveau. Les propositions libertaires, aussi détaillées soient-elles, ne

freinent ni la spontanéité ni l'imagination. Modifiables à tout moment, elles présentent un schéma crédible d'organisation sociale, économique et politique.

Les raisons de la colère

Si, depuis le XIX^e siècle, le capitalisme s'est avéré capable de satisfaire en partie les revendications ouvrières, il n'en reste pas moins que la société contemporaine est fondamentalement inégalitaire, tant sur le plan national que sur le plan mondial, entre pays riches et pays pauvres. On assiste d'ailleurs à l'échelon international à une paupérisation croissante de couches entières de la population, et cela suite à la

restructuration mondiale du Capital. En France, l'éventail des salaires est toujours aussi important et une grande partie des avantages sociaux ont été remis en cause par le gouvernement et le patronat.

D'autre part, le productivisme et la recherche du profit maximum provoquent un gaspillage inimaginable : chômage, pollution, tâches inutiles, recherches technologiques profitables à l'homme abandonnées car peu rentables, épuiement des ressources énergétiques et des matières premières, etc.

Enfin, sur le plan de la démocratie, le citoyen — investi en théorie de la souveraineté — n'a en fait aucun pouvoir véritable, ni sur le fonctionnement du

régime économique ni au niveau des décisions politiques. La cogestion d'un côté, le parlementarisme et la décentralisation mise en œuvre par le gouvernement de l'autre ne sont que des leurres destinés à légitimer une société d'aliénations.

Du gouvernement des hommes à l'administration des choses

Il s'agit, dans le cadre d'une société libertaire, non plus de gouverner les hommes mais d'administrer les choses au profit de la collectivité toute entière. Ce résultat ne peut être atteint qu'à travers la destruction des structures pyramidales de la société actuelle et par la mise en place d'une démocratie communale et fédéraliste.

Pour les anarchistes, en effet, la commune, cellule de base de la vie sociale, s'administre librement en dehors de toute tutelle étatique, et regroupe tous les individus, unités de production et associations d'une localité déterminée. Fédérée sur le plan régional, national et même international (suppression des frontières), la commune prend en charge par la création d'organismes spécialisés l'économie locale et les services publics (consommation, santé, éducation, habitat, etc.).

Son fonctionnement, quartier par quartier, repose sur la gestion directe (assemblées générales par petites unités, défini-



société

Congrès national du Mouvement anti-apartheid

L ES 25 et 26 janvier s'est déroulé à Toulouse le VI^e congrès du Mouvement anti-apartheid, regroupant une centaine de participants. Citons les objectifs de ce mouvement : « Le Mouvement anti-apartheid a été créé en 1975 pour informer et agir en permanence contre le régime criminel d'apartheid en Afrique du Sud et contre la collaboration et la collaboration franco-sud-africaine sous toutes ses formes. Son objectif fondamental est de parvenir à l'isolement du régime raciste sud-africain et de soutenir ainsi la lutte de libération des peuples sud-africain et namibien. »

Le Mouvement anti-apartheid (M.A.A.), désirant élargir ses débats, a invité plusieurs organisations (dont la Fédération anarchiste) qui avaient mené campagne avec lui contre le régime sud-africain à participer à son congrès ; c'est ainsi que nous nous sommes intégrés aux différents groupes de travail. Trois commissions se sont réunies : structures du M.A.A., solidarité, isolement.

Le rapport d'orientation du congrès prévoyait plusieurs directions :

- l'extension de la mobilisation anti-apartheid et le renforcement de son impact ;

- mener une campagne pour maintenir, étendre et appliquer effectivement l'isolement du régime d'apartheid dans tous les domaines ;

- une campagne de pression en direction du gouvernement, des pouvoirs publics et des élus, axée sur l'adoption d'une loi de sanctions envers l'Afrique du Sud ;

- une campagne de dénonciation et de boycott de la C.F.P.-Total ;

- le développement de l'information et de la mobilisation pour le soutien au peuple de Namibie ;

- le développement du travail culturel de solidarité.

Le rapport de la commission « Solidarité » exprima l'urgence de l'aide médicale, la continuation de la campagne « matériel scolaire » et la solidarité avec l'A.N.C. (Congrès national africain) — ce dernier point devait provoquer un débat : certains participants souhaitant l'élargissement du soutien à d'autres organisations sud-africaines.

La commission « Isolement » proposa d'utiliser l'opportunité des élections régionales et législatives pour faire pression sur les élus

locaux et les divers candidats de gauche comme de droite, en les interpellant sur le projet de loi de sanction concernant l'Afrique du Sud. Lors des travaux, cette question et celle concernant le boycott de la C.F.P.-Total furent débattues de concert et le problème de la prépondérance à donner à l'une ou à l'autre fut l'objet de débats.

Le boycott organisé pose, paraît-il, des problèmes juridiques pour cause d'illégalité... Nous aurions préféré que cette seconde action ait la priorité, car elle pose au moins comme condition la conscience collective d'une situation de profonde injustice et une démarche active de tous. Ne remettons pas le peu de pouvoir qui nous reste aux mains des parlementaires en nous condamnant à la passivité.

Nous savons bien que les lois ne passent que si elles profitent à ceux qui les édictent. Et le plus souvent, en attendant qu'elles prennent effet, le problème qui les engendre a disparu. Est-ce faire acte mobilisateur que de s'en remettre à une « autorité supérieure » pour mener un combat. Nous ne le pensons pas. Enfin, s'il y a illégalité à proclamer le boycott, il existe

des moyens détournés pour faire comprendre une action.

Malgré ces différences d'appréciation, il est certain que notre solidarité active est acquise au peuple sud-

africain, en collaboration avec tous ceux qui luttent contre le régime d'apartheid.

Gr. ALBERT-CAMUS (Toulouse)

Lyon : un squatt menacé d'expulsion !

A LYON, sur la Croix-Rousse, une dizaine de jeunes squatters luttent pratiquement depuis quelques mois contre la dictature des magouilleurs immobiliers. Ils refusent la déportation des plus défavorisés vers les banlieues-parking au profit de ceux qui ont le fric. Ils ont donc décidé d'occuper un immeuble vide depuis plus de dix ans, au 14 de la rue Neyret, dans le 1^{er} arrondissement.

« Nous ne sommes pas là pour détériorer cette maison, bien au contraire, nous sommes prêts à prendre en charge les réparations. », disent-ils. Ils ont soumis cette proposition au propriétaire, qui n'a pas daigné répondre. Non contents d'avoir résolu leur problème immédiat de logement, ils apportent argument sur argument pour démontrer le scandale de la situation lyonnaise : des milliers d'appartements inoccupés ; une sélection par l'argent de plus en plus importante ; l'impossibilité pour les immigrés, les chômeurs et les jeunes travailleurs précaires de se loger dans Lyon ; le racket des régies immobilières ; etc.

Les squatters de la rue Neyret ont déjà reçu la visite des flics et subissent des pressions pour les obliger à déguerpir. De plus, ils sont passés en procès le 24 janvier dernier. Le 31 janvier, le jugement a été rendu : l'expulsion ! Ils ont donc besoin du soutien de tous ! Envoyez-leur un petit mot, passez discuter avec eux... et si vous êtes à la rue : imitez-les !

GIL (Gr. Libertad)

ions une société libertaire

tion précise des mandats et envois de délégués révocables à tout moment au plénum communal, réunions de celui-ci en séance publique et retransmission en direct des délibérations sur radio ou télévision locales). Un tel fonctionnement écarte de cette manière tous les notables qui, aujourd'hui, monopolisent l'administration de la cité. Quant au gouvernement, il est remplacé par une structure de coordination composée de la fédération des communes et de la fédération des entreprises.

Une économie distributive au service de tous

C'est aux conseils d'économie liés aux communes, ainsi qu'aux coopératives de consommateurs et à leurs fédérations, que revient le rôle de planifier la production en fonction des données démographiques et des besoins exprimés par la population. L'économie en société libertaire est fondée ainsi sur la satisfaction des besoins et non sur les profits ; c'est la consomma-

c'est-à-dire une monnaie informatique se dévaluant progressivement en fonction du rythme général de l'économie, jusqu'à s'annuler au bout d'une certaine période.

Les phénomènes de spéculation peuvent également être supprimés à l'échelon industriel par une plus grande transparence des mécanismes financiers (regroupement du réseau bancaire, informatisation, etc.) et par la création éventuelle d'un circuit monétaire spécifique réservé à l'achat, effectué par les entreprises, des biens de production.

Enfin, une décentralisation économique est mise en place ainsi qu'un système inter-régional de péréquation pour éviter les déséquilibres entre régions pauvres et régions riches.

Des entreprises autogérées

L'exploitation agricole, l'usine et le bureau sont gérés par tous ceux qui y travaillent. Les délégués, mandatés avec précision en assemblée générale et réunis en conseil, sont chargés de coordonner la

nation. Cette fédération qui s'appuie sur le travailleur (unité économique) constitue, avec la fédération des communes fondée sur l'individu (unité sociale), une organisation sociétaire duale liée à différents niveaux par une structure commune de coordination.

Des transformations en profondeur

Bien sûr, les anarchistes ne conçoivent pas l'alternative à la société actuelle uniquement sous l'angle d'une transformation de l'organisation économique et politique. Les propositions libertaires s'appliquent à l'ensemble des structures et des rapports sociaux.

C'est ainsi que l'école, en tant que lieu clos et figé, est supprimée au profit d'une multitude de lieux éducatifs, globaux et ouverts, où l'enfant est respecté dans sa liberté, sa spécificité, son autonomie, base du développement intégral de ses potentialités physiques, manuelles et

ment artistique local. Un effort particulier est porté sur le développement des énergies « douces », non polluantes, renouvelables et décentralisées.

En ce qui concerne la police et la justice, même si une baisse de la délinquance semble logique, une société libertaire doit être capable de lutter contre la criminalité. Ces corps de répression spécialisés sont dissous et désarmés (les techniques modernes permettent d'envisager le cas échéant l'emploi de substances paralysantes sans danger pour l'individu). La sécurité s'appuie sur la vie associative, permettant ainsi à la population de prendre en charge l'ensemble des tâches de police et de justice. Le criminel ne doit pas, dans la mesure du possible, être exclu de la société. Au contraire, des groupes d'entraide peuvent être constitués sur les quartiers avec l'aide notamment des proches du « coupable » et de la « victime ».

Enfin, dans le domaine des libertés — et pour ne citer que ces quelques aspects d'une société anarchiste —, les mouvements d'opposition politique et les croyances les plus diverses doivent pouvoir s'exprimer sans aucune restriction. L'archaïsme (l'excision, par exemple) et le mensonge idéologique sont combattus par un effort pédagogique permanent. D'autre part, l'aide à la formation continue permet l'épanouissement artistique et culturel de chacun. Le droit de quitter son travail et d'en changer reste un élément essentiel de la liberté. Enfin, une large part d'initiative et d'aide est accordée aux travailleurs prêts à construire et à gérer de nouvelles unités économiques.

Nous répétons que toutes ces lignes générales n'ont qu'une valeur indicative. Certaines auraient besoin d'être approfondies (chose impossible dans le cadre de cet article), d'autres enfin ne pourront l'être, sous peine d'autoritarisme, que par les générations confrontées directement et concrètement aux problèmes.

Agir au lieu d'élire !

Pour mettre en pratique les propositions libertaires, les anarcho-sindicalistes du siècle dernier avaient imaginé le concept de « grève insurrectionnelle et expropriatrice ». Tout comme les barricades de 1871, le mythe du grand soir semble aujourd'hui un peu dépassé. Est-ce à dire que les anarchistes doivent s'engager dans la lutte électorale ?

Le Monde libertaire a souvent eu l'occasion de s'exprimer à ce sujet. Les effets soporifiques, mystificateurs et dévastateurs de l'électoratisme sur le mouvement social ne sont plus à prouver. Quant à la participation des militants révolutionnaires au système parlementaire, l'histoire nous a montré à quoi nous en tenir (phénomènes de récupération, adaptation au milieu ambiant, réformisme bon teint, intérêts propres à la classe politique, etc.).

En fait, l'alternative libertaire au vote passe non pas seulement par l'abstention, mais surtout par un développement, un durcissement et une convergence de tous les mouvements sociaux. Le système ne se laissera pas grignoter en douceur. Une rupture est nécessaire. Pour s'imposer aux autres forces politiques, les idées libertaires doivent s'ancrer solidement dans la tête des gens et sur le terrain économique. Seule la lutte et l'auto-organisation sont payantes ! A nous de faire en sorte qu'elles n'arrachent pas seulement des réformes mais qu'elles aboutissent également à l'édification d'un monde nouveau...

ÉRIC DUSSART
(Gr. de Lille)



tion qui oriente la production contrairement au mécanisme actuel.

D'autre part, bien que le développement technologique puisse nous laisser espérer à long terme une certaine abondance, des contrôles sociaux portant sur la distribution et la consommation sont nécessaires et conditionnés par les possibilités réelles de production.

En ce qui concerne les échanges destinés à obtenir les produits nécessaires pour couvrir les nécessités de tous, plusieurs solutions sont possibles pour passer d'une économie marchande à une économie distributive. Outre la gratuité totale des services de première nécessité (transports en commun, médecine, etc.), des bons d'acquisition peuvent être distribués par les communes. Complémentairement, le compte en banque de chaque individu peut être crédité automatiquement, tous les ans par exemple, d'une somme répartie également et calculée en fonction de la richesse collective du moment.

Pour éviter toute thésaurisation, la monnaie utilisée à cet effet peut être ce qu'on appelle une « monnaie fondante »,

production. Ils sont révocables à tout moment et leur tâche ne s'accompagne d'aucun avantage particulier. Il va de soi que ces délégués ne peuvent se fixer à un poste de responsabilité plus d'un certain temps. La formation continue permet de lutter contre la parcellisation des tâches et de réduire le pouvoir par le savoir.

La hiérarchie des fonctions et des salaires est abolie, laissant ainsi place à une véritable égalité sociale et économique. Quant à la durée du temps de travail, elle est considérablement réduite, compte tenu de la suppression des tâches reconnues socialement inutiles, de la réorganisation des forces productives et de l'utilisation nouvelle des technologies de pointe.

Afin d'éviter tout repli sur soi, les conseils d'entreprise sont rattachés interprofessionnellement (mais aussi par groupes d'industrie pour les questions techniques) à une fédération locale, régionale et nationale, d'où, pour toute décision, un mouvement de va-et-vient entre les structures de base et les organismes de coordi-

intellectuelles. D'autre part, fondée sur un principe d'égalité sociale et économique, l'éducation libertaire s'attache à ne pas défavoriser les enfants qui le sont déjà socialement et culturellement. En outre, le lieu éducatif est un apprentissage concret de la gestion et de la démocratie directes (assemblées générales réunissant parents, enfants et enseignants). La transmission du savoir s'appuie sur des techniques pédagogiques faisant participer l'enfant à sa propre formation. Enfin, le statut de l'enfant au sein de la société — comme à l'intérieur de sa famille — est revu et corrigé dans le sens à la fois d'une autonomie et d'une socialisation plus grande.

L'urbanisme, quant à lui, n'étant qu'une conséquence de la volonté centralisatrice des pouvoirs économiques et politiques, tout est mis en œuvre au sein de la commune et de la région pour rétablir progressivement l'équilibre naturel et parvenir ainsi à une synthèse entre la ville et la campagne. Le type de construction est réfléchi de manière à correspondre au cadre géographique ainsi qu'au tempéra-

HAÏTI

Les raisons du départ

DEPUIS la fin de novembre 1985, Haïti traversait une crise sans précédent depuis l'accession de « Baby Doc » au pouvoir. Tout le pays est secoué par une vague de manifestations et d'émeutes.

Le défilé le plus important a réuni 40 000 personnes à Cap Haïtien le 29 janvier. Les affrontements avec les forces de l'ordre auraient fait, selon certaines sources, près de 400 morts. Le 31 janvier, l'état de siège était proclamé pour mettre fin à la révolte populaire.

Une situation alarmante

Plus spontanés qu'organisés, ces troubles ont le soutien d'une partie de l'Eglise et des mouvements d'opposition. Grégoire Eugène, du Parti social chrétien



a avoué : « Nous suivons l'évolution des événements, mais le mouvement dépasse les activités d'un parti. Je ne peux rien apporter de concret à cette situation vu l'émergence qu'elle prend maintenant. »

Les événements des derniers mois sont la résultante d'une situation politique et sociale intolérable. Depuis 1971, Jean-Claude Duvalier oscille entre la répression impitoyable envers les opposants et une certaine libéralisation du régime.

La situation sociale est la suivante : on comptabilise deux cents millionnaires (en dollars américains) et 3 800 familles extrêmement riches, tandis que 94% de la population rurale vit en dessous du seuil de pauvreté ! Les Duvalier ont conçu le pays comme leur propriété personnelle : les meilleures terres et plantations leurs appartenaient. Ils contrôlaient également l'immobilier, le tourisme et le trafic de la drogue. La fortune de Jean-Claude Duvalier s'élève à 300 millions de dollars.

De l'autre côté, 65% de la population est au chômage, les ouvriers sont surexploités dans un secteur industriel embryonnaire. Les paysans sont dépossé-

dés peu à peu de leurs terres en faveur du clan gouvernemental, tandis que l'on observe une diminution de la surface cultivable due à l'érosion et à d'autres facteurs. En 1980, la production n'a pu satisfaire que 65% de la demande, Haïti doit donc importer des denrées alimentaires alors qu'autrefois ce pays exportait du sucre et du maïs.

Ce pays n'échappe pas aux griffes du Front monétaire international (F.M.I.). Dès 1983, cet organisme imposa à Port-au-Prince d'importantes réductions des dépenses publiques. La crise devint alarmante. En mai 1984, les premières manifestations éclatèrent au nord du pays, qui se transformèrent rapidement en démonstrations d'opposition au régime.

Les intérêts nord-américains

Selon les plans américains, Haïti doit renoncer aux cultures vivrières et se lancer dans l'exportation en direction des Etats-Unis. Un document précise qu'il faudrait graduellement, mais systématiquement, retirer quatre cent mille hectares (soit 30% environ) des terres actuellement cultivées en maïs, petit mil, sorgho... afin d'opérer une réhabilitation de la terre et une stratégie de plantations agricoles pour l'exportation (cacao, banane, avocat).

Entre 1971 et 1981, le nombre d'usines d'assemblage (sous-traitance) a triplé, passant de 54 à 154. Ce phénomène renforce la dépendance d'Haïti envers les firmes américaines. En 1980, 89% des exportations de Port-au-Prince portaient pour les Etats-Unis, qui fournissaient 57% des importations haïtiennes.

Son entrée dans le capitalisme moderne sera facilitée par le départ de Duvalier, hostile à tout changement. Si le 31 janvier dernier, la Maison Blanche a réduit son aide économique de moitié en raison d'atteintes aux droits de l'homme (1), cela ne doit pas faire illusion. Il faut avoir en mémoire les déclarations de l'ambassadeur américain à Haïti lors des émeutes de mai 1984. Celui-ci déclarait que les « marines » étaient prêts à débarquer si Port-au-Prince « bougeait ».

Ces propos sont à rapprocher de ceux du président de la commission sénatoriale aux affaires

de renseignements, David Durenberger, qui proposait à la fin janvier l'envoi d'une force inter-américaine de l'Organisation des Etats américains. Selon lui, elle faciliterait « la transition vers un régime démocratique » et « rétablirait l'ordre, protégerait les ressortissants américains et empêcherait que la situation actuelle ne se détériore au point d'aboutir à une anarchie totale ».

En annonçant prématurément, le 31 janvier, le départ de Duvalier, les Etats-Unis semblaient déjà décidés à profiter de la crise actuelle afin de se débarrasser d'un allié trop obstiné. Pour le Country Development Strategy Statement, « Haïti a une position stratégique importante, et l'existence d'un gouvernement et d'une population non hostiles est d'un intérêt fondamental pour la sécurité des Etats-Unis ».

Ceci s'explique par la proximité de Cuba et de la Floride, et plus globalement par sa position géographique au milieu des Caraïbes. D'ailleurs, Washington étudie actuellement la création d'une base militaire dans le nord de l'île, au môle Saint-Nicolas et à l'île de la Tortue.

JEAN-CLAUDE (Gr. Kropotkine)

(1) La notion des droits de l'homme étant très sélective de la part du président Reagan : il a proposé de doubler l'aide militaire au gouvernement guatémaltèque qui assassine quotidiennement les Indiens.

Reagan a des idées

DANS la série « incroyable, mais vrai », le culot de cette vieille crapule de cow-boy est quelque chose d'assez grand. Voici donc l'incredible Reagan prenant son air victorieux d'homme responsable digne de sa fonction et de sa citoyenneté américaine et à qui il faut pas lui en raconter parce qu'il en a vu d'autres et puis de toutes façons il a toujours raison.

Résultat : les dépenses militaires américaines devront passer de 286 milliards de dollars pour l'année budgétaire en cours à 320 milliards pour l'année prochaine. A part ça, eh bien, comme le déficit budgétaire est parvenu cette année au record de 200 milliards et qu'il est indispensable de le réduire l'année prochaine d'au moins 60 milliards, il va donc falloir gravement réduire les dépenses sociales. Bah, voyons !

Savez-vous pourquoi il est indispensable d'augmenter les dépenses militaires ? Pour être en position de force dans les négociations sur le désarmement ! Bon sang, mais c'est bien sûr... Augmentation donc du budget de la N.A.S.A., de l'I.D.S. (« guerre des étoiles », plus de 75%), de l'aide militaire à certains pays étrangers...

Il n'est pas certain que toutes les soupes populaires vont rester ouvertes, et puis, peut-être aussi que cela coûtera cher à d'autres qu'aux Américains, peut-être même surtout aux autres... En effet, pour « ne pas augmenter la pression fiscale », Reagan compte sur une forte croissance afin de réduire le déficit budgétaire ainsi que sur un renforcement du protectionnisme. La forte croissance n'est pas certaine ; le protectionnisme, c'est sûr. Il compte aussi sur une reprise en main du système monétaire international...

Les dernières nouvelles d'outre-Atlantique ne sont donc pas franchement réjouissantes. Les travailleurs (et chômeurs) américains devront lutter durement s'ils veulent qu'on cesse de rogner sur leurs conditions sociales et leurs libertés. Le panorama syndical ne permet guère de prophétiser la moindre résistance mais il s'est déjà passé bien des choses en-dehors de l'A.F.L.-« C.I.A. ». Diverses résistances seraient d'ailleurs assez opportunes... Comment verrions-nous en France le fait, par exemple, que la prière soit obligatoire dans les écoles ?

ELYSARD FRONTEUR

La leçon haïtienne

LA dictature haïtienne soutenue par les Etats-Unis, c'est du passé. Une dictature trop archaïque, trop irresponsable, quels que soient les profits qui peuvent en être tirés, ne peut plus être défendue aujourd'hui par un pays qui se veut celui de la civilisation et de la liberté ; l'image de marque qu'il se donne lui-même de défenseur des droits de l'homme ne peut admettre une telle aberration.

Ainsi les Etats-Unis ont-ils explicitement souhaité le départ de J.-C. Duvalier et l'on sait maintenant que celui-ci n'a démenti la « gaffe » du porte-parole de la Maison Blanche annonçant son départ parce qu'il n'avait pas encore trouvé d'endroit où se réfugier.

Trois jours plus tard, grand tour de passe-passe : Duvalier prend l'avion pour la France ; un Conseil national de gouvernement prend sa place. Tout simplement ! Et qui donc a organisé tout ça ! C'est bien à bord d'un avion militaire américain que « Baby Doc » a pu déguerpir et ce sont aussi les Etats-Unis qui ont demandé à la France d'accueillir l'ordure.

Quant à savoir qui a nommé le Conseil national de gouvernement... Ce qu'on sait, c'est que la situation économique de l'île est catastrophique, en particulier la situation alimentaire, et que les Etats-Unis



seraient prêts à fournir une aide financière d'urgence sous réserve de la bonne conduite du nouveau gouvernement haïtien « en ce qui concerne le respect des droits de l'homme et l'organisation d'élections libres ». Voilà donc la grande œuvre civilisatrice des Etats-Unis ; voilà comment garder un territoire dans son giron tout en se donnant l'air altruiste, on serait tenté de dire protecteur.

Quand la révolte gronde trop fortement pour ne pas être menaçante, lâcher du lest permet à l'histoire de poursui-

vre son cours sans trop de dommages... Et si le dictateur en place est trop médiocre pour comprendre cela, qui peut empêcher un empire de le remplacer par un autre gouvernement ? La composition de son nouveau gouvernement montre d'ailleurs qu'Haïti ne pourra faire mieux que s'acheminer vers un moindre sous-développement. Cela est une leçon. Marcos semble bien être de la même catégorie que Duvalier... Et Pinochet ? Et Botha ?

LE FURET

Communiqué

La France est vraiment la terre des droits de l'homme et le pays du droit d'asile... hélas !, seulement pour les dictateurs déchus, les fuhrers de pacotille et les terroristes d'Etat plus ou moins galonnés.

La Fédération anarchiste prend acte qu'une fois de plus, alors que les expulsions et les extraditions de militants révolutionnaires sont devenues monnaie courante, le boucher Duvalier vient d'être accueilli à bras ouverts par le gouvernement socialiste. « Baby Doc » coule des jours paisibles à la montagne, échappant ainsi à la colère du peuple haïtien grâce à Mitterrand.

La Fédération anarchiste condamne avec force cette scandaleuse hospitalité pour l'assassin Duvalier.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

BELGIQUE

Cet homme est dangereux

JEAN GOL (ministre de l'Intérieur) a dans ses tiroirs, depuis longtemps, tout un arsenal de mesures de renforcement de la répression et de restriction des libertés démocratiques et syndicales. Son problème : comment faire passer ces mesures ? Jean Gol est conscient de l'obstacle politique : la population ne s'identifie pas à l'Etat, se méfie du renforcement de son autorité et de ses moyens de répression.

La stratégie de Jean Gol consiste donc à exploiter politiquement tous les événements qui ont trait à l'« insécurité » pour essayer de susciter un changement de mentalité en profondeur. Il a par exemple essayé d'exploiter la tragédie du Heysel pour revaloriser les institutions parlementaires et donner l'image d'un gouvernement qui prend ses responsabilités. Ça n'a pas marché.

Avec les attentats des C.C.C. et les meurtres de la bande de Nivelles, Jean Gol repart à l'offensive. « Notre » démocratie, explique-t-il, est en danger. La population doit se regrouper autour de l'Etat, des institutions, collaborer avec la police... et appuyer le renforcement de la gendarmerie.

Tout de suite après la tuerie d'Alost, Jean Gol a proposé la formation d'un « F.B.I. à la belge » : une super-police sur le modèle du Federal Bureau of Investigations des Etats-Unis. Le F.B.I. américain est en fait une police secrète pour lutter contre l'« ennemi intérieur ». (...) La super-police de Jean Gol serait placée sous l'autorité



directe du ministère de la Justice et de la magistrature. Elle violerait ainsi un principe de base de la démocratie bourgeoise : la séparation entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire. Avec un tel instrument à sa disposition, Jean Gol deviendrait une sorte de « ministre de la Police ».

Jean Gol a d'autres idées dans ses cartons.

Son projet de loi visant à permettre aux juges d'instruction de recourir aux écoutes téléphoniques reviendra certainement très vite sur le tapis, avec des chances accrues d'être adopté.

Des mesures vont être prises pour lier davantage la police communale au pouvoir central. Il est question, par exemple, de

« nationaliser » l'entraînement et la formation des policiers communaux, en liaison avec la gendarmerie. C'est un premier pas, mais Gol voit plus loin.

Dès maintenant, le gouvernement exploite le sentiment d'insécurité de la population pour augmenter les effectifs et les budgets des forces de répression, ce que Jean Gol réclame depuis des années. Mille cinq cents militaires sont affectés à des tâches administratives de la gendarmerie, pour que celle-ci puisse être plus « sur le terrain ». Le gouvernement veut engager trois cents nouveaux agents de la police judiciaire. Pourtant, la Belgique a un taux record d'encadrement policier de la population : un policier pour 319 habitants ! C'est plus que dans les pays voisins. M. Keppens, président de la Fédération des commissaires et commissaires adjoints a affirmé lui-même au cours d'une conférence de presse que l'augmentation des effectifs n'était pas le problème et que Jean Gol exploitait démagogiquement la situation !

Jean Gol a aussi des propositions qui visent plus directement le mouvement ouvrier dans sa liberté d'action et d'organisation : procédure de référendum obligatoire pour le déclenchement des grèves, répression des piquets au nom de la liberté du travail, etc. Tout cela, pour lui, fait partie d'un tout.

Jean Gol (...) symbolise la tendance de la bourgeoisie à l'Etat fort. Cet homme est dangereux...

D'après « Alternative libertaire »

GRANDE-BRETAGNE

On psychiatrise les subversifs

Le Monde libertaire dans son n°597 se faisait l'écho attentionné des problèmes que Michaël Davies, interné depuis deux ans à l'hôpital de Park Lane, banlieue de Liverpool, rencontrait. Interdictions de visites, rétention de courrier, discriminations... Michaël est anarchiste, membre du D.A.M. (Direct Action Movement, mouvement anarcho-syndicaliste anglais). Tout s'explique !

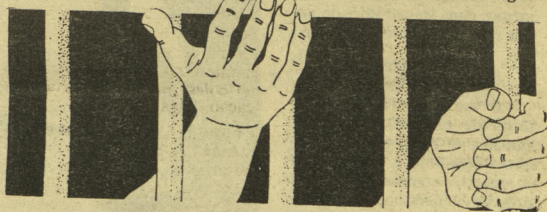
Pas de repos donc pour les méchants. Sans aucun doute, cela comprend tous les subversifs, comme ceux qui sont membres du D.A.M. Le 24 décembre, les amis de Michaël reçurent une lettre du docteur Chandra Gosh qui confirmait que trois camarades nommés avaient la « permission » de lui rendre visite. Le lendemain, deux d'entre eux se rendirent à Park Lane afin de tester l'autorisation.

Ils firent cette visite dans l'espoir qu'une chance de lever l'interdiction le plus tôt possible puisse voir le jour et pour montrer également aux autorités leur entière solidarité envers leur camarade. Peu importait le jour, et s'il n'y avait pas de visite, ils purent lui laisser quelque chose. Ils revinrent donc le jour suivant et passèrent près d'une demie heure avec Michaël.

Pour lui, la censure continue toujours de diverses façons, cependant il reste confiant pour l'avenir car il a reçu des lettres de soutien à la suite de la publicité faite autour de son cas dans la presse anarchiste. Pour la section du D.A.M. de Liverpool, il est nécessaire de faire connaître ce qui est et reste l'une des formes les plus répressives et dangereuses de l'appareil d'Etat.

Il est temps pour les anarchistes de mettre en lumière ces hôpitaux et les méthodes qu'ils appliquent aux individus qui leur sont livrés. Pour autant que nous en sachions, quelques 116 000 personnes sont « hospitalisées »... et si nous ne nous décidons pas à faire quelque chose pour elles, personne ne le fera. Tous les camarades intéressés par ce domaine d'activité ou qui possèdent des informations peuvent prendre contact : Solace/Anarchist Aid for Prisoners, c/o Box Liverpool D.A.M., 82 Park Lane Aigburth, Liverpool 17, Grande-Bretagne.

D'après « Black Flag »



ITALIE

Campagne antimilitariste en Sicile

Au cours de la première quinzaine de janvier se sont déroulées en Sicile plusieurs initiatives antimilitaristes organisées par les anarchistes. Le samedi 4, sur la place principale de San Bagio Platani, s'est tenue une réunion organisée par les camarades de la région. Devant plusieurs centaines de personnes, les orateurs ont rappelé que la militarisation croissante de la Sicile en fait un objectif privilégié en cas de conflit en Méditerranée.

Vendredi 10, dans la salle de la cité universitaire de Palerme s'est tenu un meeting organisé par le cercle anarchiste « 30 février ». Le camarade de la commission antimilitariste de la Fédération anarchiste italienne a abordé, dans son intervention très documentée, l'ensemble des problèmes liés au militarisme : le coût de la défense, l'industrie de guerre, le rôle de l'Italie dans la Méditerranée, les rapports avec la Libye, le mouvement pour la paix. Le débat qui a suivi a surtout porté sur les initiatives à prendre pour sensibiliser la ville aux nouveaux et encore plus menaçants « vents de guerre ».

Bien préparés par les camarades du groupe anarchiste de Raguse, se sont ensuite déroulées dimanche 12 deux réunions, à Raguse dans la matinée et à Vittoria dans la soirée. Le premier orateur a appelé l'attention sur la situation sicilienne, en fournissant une liste précise des installations de l'O.T.A.N. et en comparant les énormes dépenses militaires à l'état de sous-développement d'une bonne partie de la région. Le second

orateur a mis l'accent sur les rapports économiques qui lient l'Italie à la Libye et sur les intérêts importants que possède le capitalisme italien en Méditerranée.

Dans leurs interventions, les camarades ont établi un lien entre la lutte antimilitariste et le problème qui, en ce moment, intéresse particulièrement Vittoriens et Ragusiens : l'assainissement de la politique immobilière. En fait, dans cette région, le pourcentage des constructions abusives est énorme et il se développe un vaste mouvement de lutte pour obliger le gouvernement à modifier la loi sur les concessions de construction. Le mouvement est conduit par de nombreux maires et suit donc une logique très institutionnelle en se limitant à demander une réduction des sommes à verser à l'Etat.

« C'est un objectif trompeur. Le chaos dans la construction a été voulu par l'appareil d'Etat

lui-même. La maison est un droit, pas un luxe. Dans ce cas, pourquoi payer plusieurs centaines de millions de lires à un Etat qui gaspille ses recettes dans les dépenses militaires et pour la bureaucratie ? » C'est ce que se sont demandés les camarades, recueillant l'assentiment quasi unanime de l'assistance.

Les réunions ont dénoté un intérêt notable de la part de l'assistance, intérêt confirmé par les attroupements qui se sont formés à la fin des réunions. L'un des participants confiait : « Il faudra que vous reveniez à Vittoria, parce qu'ici nous sommes tous communistes, mais on ne sait jamais... »

Pour continuer sa campagne antimilitariste en définissant un projet d'action, la F.A.I. ne se limite pas à tenir de nombreuses réunions publiques. Elle prépare pour le 9 février, à Reggio Emilia, une assemblée nationale antimilitariste. Cette assemblée doit préparer une grande initiative nationale. Nous aurons l'occasion d'en reparler.

Relations internationales (d'après « Umanita Nova »)



L'anticipation de l'Etat marxiste de Michel Bakounine

LE texte que nous vous présentons dans cette page « archives » est extrait d'une brochure *Marx, le ténia du socialisme* qui regroupe une étude de Rudolf Rocker (*Marx et l'anarchisme*) et une autre de Gaston Leval (*Bakounine et l'Etat marxiste*) (1).

C'est de cette dernière qu'est tiré le passage où Bakounine prévoit en 1872 ce qui s'est passé en Russie et dans tous les pays où l'Etat marxiste domine.

P.B.

Il ne manque pas même, dans cette émancipation géniale de la réalité de l'Etat marxiste futur, la morale du patriotisme si savamment exploitée aux pays des soviets, où pour exalter un sentiment primitif et latent, les dirigeants ont ressuscité les hymnes patriotiques de l'époque tsariste, encensent les noms de Kutousov et autres grands généraux, annexent à la gloire du peuple russe toutes les découvertes du monde.

Bakounine n'a certainement pas péché par excès de prévisions. Il reste au-dessous de la vérité, car même dans l'organisation de l'appareil répressif qu'il annonce avec une précision stupéfiante, il ne pouvait imaginer — et personne ne le pouvait — tous les moyens de torture et tous les procédés qui font s'accuser les victimes elles-mêmes dans les parodies de justice sans égales dans l'histoire.

Et laissons, pour finir, la parole à Bakounine (2).

« Il est dans la nature de l'Etat de rompre la solidarité humaine et de nier en quelque sorte l'humanité. L'Etat ne peut se conserver comme tel dans son intégrité et dans toute sa force que s'il se pose comme le but suprême, absolu, au moins pour ses propres citoyens, ou, pour parler plus franchement, pour ses propres sujets, ne pouvant pas s'imposer comme tel au sujet des autres Etats. De là résulte inévitablement une rupture avec la morale humaine en tant qu'universelle, par la naissance de la morale de l'Etat, et d'une raison d'Etat.

« Le principe de la morale politique ou d'Etat est très simple. L'Etat étant le but suprême, tout ce qui est favorable au développement de sa puissance est bon ; tout ce qui lui est contraire, fût-ce la chose la plus humaine du monde, est mauvais. Cette morale s'appelle le "patriotisme". L'Internationale, comme nous l'avons vu, est négation du patriotisme, et par conséquent la négation de l'Etat (3). Si donc M. Marx et ses amis du Parti de la démocratie socialiste allemande pouvaient réussir à introduire le principe de l'Etat dans notre programme, ils tueraient l'Internationale.

« L'Etat pour sa conservation, doit être nécessairement puissant au dehors ; mais s'il l'est au-dehors, il le sera infailliblement au-dedans. Tout Etat, devant se laisser inspirer et diriger par une morale particulière, conforme aux conditions particulières de son existence, par une morale qui est une restriction, et par conséquent la négation de la morale humaine et universelle, devra veiller à ce que tous ses sujets, dans leurs pensées et surtout dans leurs actes, ne s'inspirent aussi que des principes de cette morale patriotique ou particulière et qu'ils restent sourds aux enseignements de la morale purement ou universellement humaine.

« De là résulte la nécessité d'une censure de l'Etat ; une liberté trop grande de la pensée et des opinions étant, comme le pense M. Marx, avec beaucoup de raison d'ailleurs, à son point de vue éminemment politique, incompatible avec cette unanimité d'adhésion

réclamée par la sûreté de l'Etat. Que telle soit, en réalité, la pensée de M. Marx, cela nous est suffisamment prouvé par les tentatives qu'il a faites pour introduire, sous des prétextes plausibles, en la couvrant d'un masque, la censure dans l'Internationale.

« Mais quelle que soit la vigilance de cette censure, alors même que l'Etat prendrait exclusivement entre ses mains toute l'éducation et toute l'instruction populaires, comme l'a voulu Mazzini, et comme le veut aujourd'hui M. Marx, l'Etat ne pourra jamais être sûr que des pensées prohibées et dangereuses ne se glissent, en contrebande, dans la conscience des populations qu'il gouverne. Le fruit défendu a tant d'attraits pour les hommes, et le diable de la révolte, cet ennemi éternel de l'Etat, se réveille si facilement dans les cœurs lorsqu'ils ne sont pas suffisamment abrutis, que ni cette éducation, ni cette instruction, ni même cette censure ne garantissent suffisamment la tranquillité de l'Etat. Il lui faut encore une police, des agents dévoués qui surveillent et dirigent, secrètement et sans que cela



une égale justice, aux intérêts les plus légitimes, les plus pressants de tout le monde. Il y aura toujours des mécontents parce qu'il y aura toujours des sacrifiés. (...)

« Dans l'Etat populaire de M. Marx, nous dit-on, il n'y aura pas de classe privilégiée. Tous seront égaux, non seulement au point de vue juridique et politique, mais au point de vue économique. Au moins, on le promet, quoique je doute fort que de la manière dont on s'y prend et dans la voie qu'on veut suivre, on ne puisse jamais tenir sa promesse. Il n'y aura donc plus de classe, mais un gouvernement, et, remarquez-le bien, un gouvernement excessivement compliqué, qui ne se contentera pas de gouverner et d'administrer les masses politiquement, comme le font tous les gouvernements aujourd'hui, mais qui encore les administrera économiquement, en concentrant en ses mains la production et la "juste" répartition des richesses, la culture de la terre, l'établissement et le développement des fabriques, l'organisation et la direction du commerce, enfin l'application du capital à la production par le seul banquier, l'Etat. Tout cela exigera une science immense et beaucoup de têtes débordantes de cervelles dans ce gouvernement. Ce sera le règne de "l'intelligence scientifique", le plus aristocratique, le plus despotique, le plus arrogant et le plus méprisant de tous les régimes. Il y aura une nouvelle classe, une hiérarchie nouvelle de savant réels et fictifs, et le monde se partagera en une minorité dominante au nom de la science, et une immense majorité ignorante. Et alors, gare à la masse des ignorants !

« Un tel régime ne manquera pas soulever de très sérieux mécontentement dans cette masse, et, pour la contenir, le gouvernement illuminateur et émancipateur de M. Marx aura besoin d'une force armée non moins sérieuse. Car le gouvernement doit être fort, dit M. Engels, pour maintenir dans l'ordre ces millions d'analphabètes dont le soulèvement brutal pourrait tout détruire et tout renverser, même un gouvernement dirigé par des têtes débordantes de cervelle.

« Vous voyez bien qu'à travers toutes les phrases et toutes les promesses démocratiques et socialistes du programme de M. Marx, on retrouve dans son Etat tout ce qui constitue la propre nature despotique et brutale de tous les Etats, quelle que soit la forme de leur gouvernement, et qu'à la fin des comptes l'Etat populaire, tant recommandé par M. Marx, et l'Etat aristocratique-monarchique, maintenu avec tant d'habileté et de puissance par M. de Bismarck, s'identifient complètement par la nature de leur but tant intérieur qu'extérieur. A l'extérieur, c'est le même déploiement de la force militaire, c'est-à-dire la conquête ; et à l'intérieur c'est le même emploi de cette force armée, dernier argument de tous les pouvoirs politiques menacés, contre les masses qui, fatiguées de croire, d'espérer, de se résigner et d'obéir toujours, se révoltent ». (...)

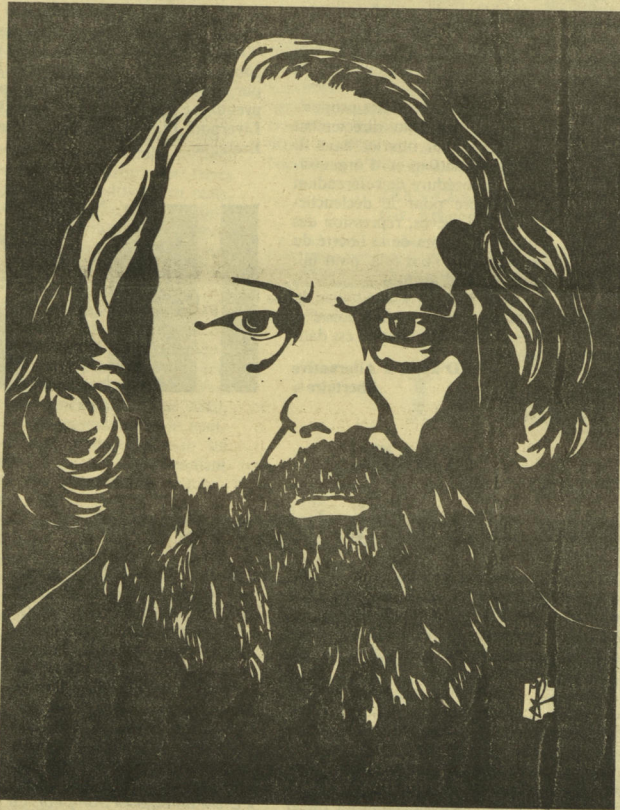
BAKOUNINE

(1) « Marx, le ténia du socialisme », les Editions de l'Entralpe, en vente à la librairie du Monde libertaire, 15 F (N.d.R.).

(2) Bakounine, « Fragment formant une suite de l'Empire knoutogermanique », texte complet in « Bakounine, œuvres complètes », pp. 171-219, vol. III, éditions Champ libre (N.d.R.).

(3) L'Internationale était constituée par des organisations ouvrières professionnelles et des fédérations de métiers, c'est pourquoi l'apparition de partis politiques qui devenaient prédominants était une déviation fondamentale. Il n'y avait plus que des partis nationaux, repliés dans les frontières de leurs pays respectifs. (Note de G. Leval).

(4) Selon Arthur Lehning, il s'agirait d'une allusion à Lafargue et à Cafiero (N.d.R.).



paraître, le courant de l'opinion et des passions populaires. Nous avons vu que M. Marx lui-même est tellement convaincu de cette nécessité qu'il a cru devoir remplir de ses agents secrets toutes les régions de l'Internationale, et surtout l'Italie, la France et l'Espagne (4).

« Enfin, quelque parfaite que soit, au point de vue de la conservation de l'Etat, l'organisation de l'éducation et de l'instruction populaires, de la censure et de la police, l'Etat ne peut être sûr de son existence tant qu'il n'a point, pour le défendre contre "ses ennemis de l'intérieur", contre le mécontentement des populations, une force armée. L'Etat, c'est le gouvernement de haut en bas d'une immense quantité d'hommes très divers au point de vue du degré de culture, de la nature des pays où des localités qu'ils habitent, de leur position, de leurs occupations, de leurs intérêts et de leurs aspirations, par une minorité quelconque. Cette minorité, fût-elle mille fois élue par le suffrage universel et contrôlée dans ses actes par des institutions populaires, à moins qu'elle ne soit douée de l'omniscience, de l'omnipotence et de la tout-puissance que les théologiens attribuent à leur Dieu, il est impossible qu'elle puisse connaître, prévoir les besoins, ni satisfaire, avec

THÉÂTRE

« Le résident »

L'AUTEUR, Slawomir Mrosek, est polonais. Le rôle principal de la pièce est tenu par Maurice Barrier, dont on a du mal à ne pas voir une ressemblance avec Walses. D'autant plus qu'il est là en résidence surveillée, dans un palais entouré d'un parc (dans lequel il n'a d'ailleurs pas le droit d'aller). Un colonel lui demande d'être réaliste...

De nombreux éléments nous incitent à penser à la Pologne d'il y a quelques années. Pourtant, la situation est assez originale, pour ne pas dire exemplaire, pour qu'on puisse la situer aussi bien ailleurs, en d'autres temps. Il faut là féliciter Mrosek de n'avoir pas cédé à la facilité.

Le propos de la pièce est effectivement politique, mais il est irrécupérable, plus : il dénonce la récupération. Cela est assez remarquable pour qu'on dise dans un hebdomadaire anarchiste que la pièce se joue en ce moment à Paris dans un théâtre à demi rempli de fourrures. Il n'en demeure pas moins que le prisonnier célèbre reçoit des visites assez édifiantes : on citera en exemple le prêtre qui vient lui aussi prêcher le réalisme et qui ne convaincra absolument pas notre homme qu'il commet un grave péché en résistant ainsi au risque de provoquer une guerre civile.

Oui le propos est politique, mais rassurez-vous, ce n'est pas un « spectacle militant » !

G.L.

Mathurins, grande salle, 36, rue des Mathurins. Paris 8^e, à 21 h (tél. : 42.65.90.00).

ABONNEZ-VOUS !
SOUSCRIVEZ...

Jan Bucquoy

L'Anvers du décor

L'E nom de Jan Bucquoy sonne dans le monde de la bande dessinée comme un gage de qualité. Mais ce Belge de Courtrai ne s'est pas contenté du monde des phylactères pour asseoir sa renommée. Il a publié l'an dernier un premier roman policier *La disparue du port d'Anvers*.

Pour un coup d'essai, ce fut un coup de maître : à travers un scénario très noir et très dense, nous allons visiter Anvers et ses quartiers les plus sordides. Comme dans les romans de Chandler, la ville est une entité vivante, un monstre effroyable et gigantesque, prêt à détruire celui qui transgresse ses lois et surtout celles non écrites, les lois du milieu. Le Marlow belge

s'appelle Charles Miller : mi-détective, mi-journaliste, il va être confronté à une intrigue qui touche au milieu du football et aux divers trafics illégaux que l'on rencontre dans les grands ports.

Mais plus que le scénario somme toute classique dans le monde du polar, on retient surtout de ce livre l'atmosphère étouffante, la formidable présence de la ville : « *Anvers venait de vomir. Même le vent du grand large ne parvenait plus à chasser les odeurs nauséabondes qui planaient sur la ville portuaire. L'Escaut était bordé de dépotoirs géants où venaient mourir ordures et déchets industriels en tout genre...* » C'est à se demander si l'auteur n'a pas

bâti une histoire pour pouvoir mettre en scène une cité au bord de l'effondrement...

L'effondrement social dû à la pauvreté et à la misère est un des thèmes que Bucquoy développe aussi dans les B.D. dont il est le scénariste. Et la Belgique, où tout n'a pas l'air d'être rose, est souvent en toile de fond de ses tableaux souvent cruels et provocateurs.

Bucquoy est un auteur politique certes, mais pas exclusivement : un des meilleurs albums dont il a écrit l'histoire est le fabuleux *Bal du rat mort*, un chef d'œuvre de la B.D. fantastique et à lire d'urgence.

A lire aussi l'une des dernières productions de J.B., *Les Chemins de la gloire*, une saga ayant pour cadre les années 30. Actuellement seul le tome I, intitulé *Le Temps des innocents* est paru. Ça commence dans l'enfer du Nord, du côté de la ligne Maginot, ça se continue à Paris, avec en fond les affrontements entre fascistes et militants de gauche. A suivre donc...

Actuellement Bucquoy a quelques problèmes avec la justice de son pays pour avoir mis en scène, dans le dernier album de la série *Jaunes (Affaires Royales)*, la monarchie belge. Etonnant non ?

G.C.

Bibliographie : « *La disparue du port d'Anvers* » (polar), N.C.M. éditions ; « *Le Bal du rat mort* » (B.D.), éditions Michel-Deligne ; « *Les Chemins de la gloire* » (tome I, « *Le Temps des innocents* ») (B.D.), éditions Glénat ; ainsi que les aventures de Daniel Jaunes, Gérard Craan, etc. Plusieurs de ces ouvrages sont en vente à la librairie du Monde libertaire.

(1) Le disque est en vente à la librairie du Monde libertaire, 40 F.

MUSIQUE

Rock actualité

EN ce début d'année 1986, en matière de rock, on peut caractériser les groupes dont le succès ne remonte qu'à quelques années de deux façons : d'un côté la puissance, les décibels à profusion, les concerts mastodontes... de l'autre, l'intimité, l'ambiance feutrée.

Ainsi Simple Minds, de la même manière que U.2, puis Cure, a laissé tomber l'aspect climat de leur démarche initiale, pour se diriger vers un rock plus héroïque à la limite de la mégalomanie. Un style qui marche puisque tous les concerts effectués dans cet esprit affichent complet.

La rythmique basse batterie en ayant, les guitares saturées, le chant en cascade ; ainsi peut-on qualifier cette nouvelle recette. On recherche plus l'attaque physique que l'impact moral... Depuis la sortie de l'album « *Promised you a miracle* » en 1982, on savait que le groupe était à la recherche d'un souffle nouveau, d'une nouvelle identité.

Ce sera donc avec Steve Lillywhite, maître en matière de gros sous, producteur de groupes hard ainsi que de

l'album de U.2 « *War* », que Simple Minds va opter vers le compromis. L'album « *Speed your love to me* » correspondant aux exigences commerciales du moment. Avec la sortie de « *Once Upon a time* », le groupe détient un visa indispensable pour les « *charts* » internationaux. Soulignons au passage les noms des producteurs, Bob Clearmountain et Jimmy Iovine, qui ont par ailleurs travaillé avec Bruce Springsteen...

Il est donc vraiment loin le Simple Minds de Glasgow, à l'image ténébreuse, scandant les tourments de la si morne Ecosse. N'y a-t-il plus de brouillard en Ecosse... Quoi qu'il en soit, Simple Minds sera en concert les 16 et 17 février à Bercy. Un gros concert à mininettes et « *teenagers* » N.R.J. gueulards en perspective !

Lloyd Cole and the Commotions est un groupe intimiste, utilisant des thèmes à réflexion, mélangeant harmonieusement l'agressivité et la mélancolie. Il est, en matière de compromission, à l'opposé de Simple Minds. Déjà la sortie de l'album « *Rattlesnakes* », nous avait apporté

un rayon de soleil dans nos âmes ternies par toute la soupe commerciale actuelle. « *Easy Pieces* », le nouvel album est une preuve que l'on peut éviter de faire des concessions, tout en ayant une démarche viable.

Ce nouveau disque, toujours marqué de l'empreinte distinctive du groupe, est néanmoins très différent du dernier. Une évolution marquée par l'adjonction d'une section cuivre, par un tempo plus accentué et surtout par des chansons plus simples et plus directes. Cole, le chanteur, distille des textes délibérément brouillés. C'est certainement de cet aspect, axé sur l'ambiguïté, que se dégage toute l'authenticité du groupe.

Lloyd Cole and the Commotions n'est pas un groupe à démarche politique, tout comme il ne recherche pas la fantaisie ni l'étiquette de « *pop star* ». Il refuse les modes du moment et, par une alchimie judicieusement orchestrée, aspire au respect digne des plus grands. Il était en concert le 10 février à l'Olympic : une ambiance tamisée d'effluves de tabac pigmenté y régnait...

ERIC

THÉÂTRE

« Témoignage sur Ballybeg »

TROIS personnages viennent témoigner successivement devant nous. Tout d'abord, c'est Franck Hardy, guérisseur. Il nous raconte sa vie, errant de village en village — Galles, Ecosse, Irlande —, avec sa femme et son « *impresario* », ses malheurs, ses joies, les guérisons qu'il a pu réaliser...

Selon toutes apparences, une vie misérable en fait. C'est le plus souvent dans la petite église du village (tiens donc !) que les gens sont invités à se rendre (moyennant un droit d'entrée) afin d'y être guéris par le fantastique Franck Hardy. La foule ne se presse pas au rendez-vous, les miracles n'ont plus d'ailleurs... mais pourtant, certains soirs...

Il n'est pas facile d'être guérisseur et Franck (Laurent Terzieff) se pose bien des questions : a-t-il vraiment un don ou bien est-il un charlatan ? ou bien les deux à la fois ? Franck préfère finalement oublier ces « fameuses questions » dans le whisky et poursuivre ainsi son existence itinérante et minable. Les questions restent posées...

Deuxième témoin : la femme de Franck, Grace. Il a disparu,

elle vit désormais à Londres dans un petit appartement désordonné. Elle aussi boit beaucoup, mais est-ce vraiment là l'origine des divergences entre les deux témoignages, des erreurs sur les personnes, des anachronismes ? Peu importe, et si elle lui en veut pour beaucoup de raisons, elle songe visiblement que leur amour dépassait leur déchéance. C'est elle qui lâche le mot, en pleine conscience du fait : Franck était un artiste. Les « fameuses questions » sont bien celles que posent toute création...

Troisième témoin : Teddy, l'impresario. Sa théorie est que les artistes ont du talent, bien plus que de l'intelligence... lui-même, auparavant, était l'impresario d'un premier joueur de cornemuse qui, par ailleurs, était plutôt demeuré...

Mais je ne vais pas tout vous dire : la pièce est drôle, intelligente ; le spectacle est complètement réussi à tout point de vue... Je vous souhaite une excellente soirée !

G.L.

Lucernaire, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e, à 20 h 45 (tél. : 45.44.57.34).

Copinage

Lundi 24 février, à 20 h 30

Alain Aurenche
au Théâtre libertaire de Paris
41, boulevard du Temple

70 F la place, 10 F de réduction aux abonnés du T.L.P.
cumulables aux 10 F de réduction aux porteurs de la carte R.-L.
Billets en vente à la librairie du Monde libertaire

1981-1986 Soumission économique à gauche

« **V**OUS nous regretterez », lançait Michel Rocard aux patrons, lors du colloque de l'Expansion. Il n'a pas tort. Pierre Bérégovoy, répondant en octobre 1985, aux questions d'Alternatives économiques, reprend en écho : « Je suis favorable aux mécanismes de marché, initiative privée, concurrence. » Triste aveu !

En cinq ans le capitalisme a vaincu, et pour longtemps ; la gauche s'est soumise. Elle en est fière : « De grâce ne recommençons pas l'erreur des 39 heures », continue le ministre de l'Économie. A quand l'Oscar du reniement ? A quand le César du cynisme ?

Les miettes de l'après-81

De 1981 à 1986, il faut distinguer deux politiques : la relance de 1981 à 1982, la rigueur ensuite. Elles n'ont ni les mêmes objectifs ni les mêmes effets. Et rejeter en bloc et sans analyse la première période avec la seconde participerait d'un confusionnisme dangereux, d'un manichéisme quelque peu stupide.

Malgré ses insuffisances, la relance de 1981 à 1982 consiste en effet en une série de mesures qui vont dans le « bon sens ». Fidèle à la logique keynésienne, il s'agit de relancer la consommation intérieure. On revalorise le S.M.I.C. de 38%, de juin 1981 à mars 1983. En termes de pouvoir d'achat, la progression annuelle a été de 4,6% en 1981, de 5,2% en 1982, alors qu'elle s'établissait à 1,5% en 1979 et 1,8% en 1980.

De même, les prestations sociales augmentent sur la même période. Elles progressent de 5,1% en 1981 et 6,7% en 1982, en termes de pouvoir d'achat toujours. Au cours de l'été 1981, la consommation des ménages augmentent de 7,5% en termes réels. On développe l'idée que le secteur public doit jouer un rôle de remplacement du secteur privé pour remédier à la crise structurelle.

C'est l'époque d'une relance budgétaire qui s'effectue sur trois domaines principalement : une relance de l'investissement des administrations qui s'accroît de 4,8% en volume en 1982, des aides au logement (pour les H.L.M. en particulier), un soutien à l'industrie qu'on nationalise massivement. La politique en faveur de l'emploi permet une réelle stabilisation du chômage : entre 1981 et 1983, environ 240 000 créations nettes d'emplois ont été réalisées dans le secteur public et les grandes entreprises nationales.

L'ordonnance de janvier 1982 fixe à 39 heures la durée légale hebdomadaire du travail et généralise la cinquième semaine de congés payés. La retraite est fixée à 60 ans. Pour financer plus facilement ces mesures, on établit un

impôt sur les grandes fortunes (insuffisant bien sûr, mais c'est déjà mieux que rien).

Le départ de la législature s'annonce donc plutôt encourageant. Nous avons évité de justesse de sombrer dans la récession, mais la relance qui devait être durable et structurelle tourne court, essentiellement à cause de l'environnement international : la reprise mondiale prévue pour 1982 n'arrive pas. Et la croissance de la consommation populaire (+ 2,2% fin 1981, et elle se poursuit début 1982) se traduit par une « prime à l'importation ».

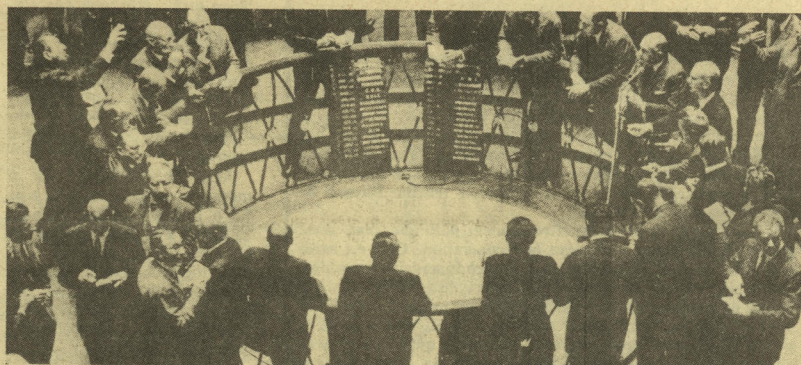
Aussi le commerce extérieur enregistre en 1982 un déficit de 93,3 milliards de francs. En 1982, avec 25 milliards de dollars d'emprunts internationaux, la France s'inscrit au premier rang des emprunteurs mondiaux. C'est principalement le système industriel français qui n'a pas pu répondre à la demande en biens d'équipement, provoquant des importations accrues en provenance de R.F.A. Mais surtout, c'est le déphasage de la politique française de relance, face aux politiques déflationnistes et restrictives des autres grands pays industriels, qui a coupé court à l'optimisme naissant. Cela bien évidemment ne pouvait durer. Mais il existait alors deux solutions dont l'une était acceptable.

L'abandon des promesses

Pour recomposer le tissu industriel national dans une optique d'indépendance économique et de transformation sociale, le protectionnisme s'imposait. Au nom de quoi faut-il maintenir la France exposée aux vents du commerce capitaliste mondial, alors que la R.F.A., les Etats-Unis et le Japon pratiquent tous un protectionnisme de fait singulièrement plus efficace que le nôtre ? En matière de libéralisation des échanges, la France est alors allée beaucoup plus loin que tous les autres pays industrialisés.

Or on ne peut s'engager dans la voie du socialisme en demeurant absolument intégrés au marché capitaliste, et prisonnier de celui-ci. Les pressions financières sont trop fortes. Ce sont elles d'ailleurs qui, en mars 1983, imposeront en France le plan de rigueur : en échange de la réévaluation par Kohl du mark, la France est priée de diminuer ses dépenses publiques et d'abandonner sa politique de relance ; fâcheux « échange de bons procédés » !

Poursuivre la relance de 1981-1982 était donc possible à deux conditions : dévaluation et protectionnisme. C'était même assez simple, il suffisait d'utiliser les clauses de sauvegarde des traités du G.A.T.T. et de la C.E.E. Mais l'axe Mauroy-Delors triomphe malheureusement. C'est une nou-



velle austérité qui s'impose, un social-barrisme qu'on nommera rigueur. Il sonne le glas des quelques éléments positifs établis au début du septennat. Il renverse la logique du départ : l'objectif devient de rétablir impérativement les comptes extérieurs, de ralentir l'inflation et de reconstituer les profits des entreprises, moyennant une baisse du pouvoir d'achat des ménages.

Dès 1982, l'impôt sur les grandes fortunes est allégé ; les salaires sont bloqués puis indexés, ce qui aboutira à une baisse du pouvoir d'achat en terme réel. La diminution de la durée du travail à moyen terme est clairement abandonnée. Le C.N.P.F. jubile. Au bout du compte, d'abandons en renoncements, le bilan est accablant.

Chômage et précarité

Le niveau officiel du chômage s'établit aujourd'hui autour de 2,5 millions de demandeurs d'emploi, soit environ 10,5% de la population active. Jamais, il n'a duré aussi longtemps. En décembre 1976, 48 600 chômeurs attendaient un travail depuis plus de deux ans. En décembre 1984, ils étaient 266 000, c'est-à-dire 5,5 fois plus nombreux.

Pour certaines catégories de la population active, le chômage pèse de manière insupportable. Quarante cinq pour cent des chômeurs ont moins de 24 ans. Le taux de chômage féminin est deux fois plus élevé que celui des hommes ; celui des ouvriers est quatre fois plus élevé que celui des cadres supérieurs. Plus on descend dans la « hiérarchie sociale », plus la précarité est de mise.

Dans le même temps, les renégociations de l'Unedic (entrées en vigueur en janvier 1984) excluent des allocations chômage des individus de plus en plus nombreux. Les jeunes qui entrent dans la vie active par des contrats à durée indéterminée ou des missions d'intérim sont les plus pénalisés. Les chômeurs de 50 à 55 ans voient leur durée maximale d'indemnisation réduites. En juin 1984, 350 000 chômeurs indemnisés ne perçoivent plus que 1 300 F par mois et 51% des chômeurs ne sont

plus indemnisés, révèle L'Économie en question du 2^e trimestre 1985. C'est parmi eux évidemment qu'il faut chercher ceux qu'on appelle « les nouveaux pauvres ». Brillants résultats pour la gauche !

Mais le chômage s'est récemment stabilisé, se réjouiront les naïfs. Sans doute, mais pourquoi ? Presque deux cents mille jeunes sont aujourd'hui « tucistes ». Seulement les T.U.C. ne sont pas de vrais emplois : à temps partiel (20 heures par semaine), limités dans le temps (un an maximum), sous-payés (1 700 F par mois au mieux), il s'agit d'un premier pas vers une institutionnalisation de la précarité et de la flexibilité de l'emploi. Jamais en réalité depuis 1929 la situation du marché du travail n'avait été aussi dramatique.

« Eighties » rime avec précarité ; modernité signifie licenciements et restructurations : on a bradé les charbonnages, la sidérurgie, les chantiers navals, on élimine dans l'automobile. Pourquoi s'étonner ? C'est là la logique évidente du profit et d'une soumission à la concurrence capitaliste mondiale. C'est là la conséquence inéluctable des choix désastreux de mars 1983.

Le bonheur de la Bourse

Les deux années postérieures à l'instauration de la rigueur ont signifié une baisse du pouvoir d'achat de 1,4%. Le recul du pouvoir d'achat des salaires, combiné aux gains de productivité accélérés a ramené la part des profits, dans la valeur ajoutée, au niveau du milieu des années 70, alors que la crise était « bénigne ». C'est clair, la gauche gouverne aujourd'hui contre les ménages, et pour le patronat.

Dans l'interview précédemment citée, Bérégovoy déclare notamment : « J'ai libéré le marché financier et le marché monétaire. » A la Bourse de Paris, même les yeux fermés, on a pu doubler son capital depuis 1981. D'incroyables fortunes se sont constituées sans qu'aucun capitaliste n'y perde, puisque le mouvement de hausse ne s'est jamais inversé (+ 30% en 1983, + 16% en 1984, + 46% pour l'année 1985). Bérégovoy a

clairement choisi son camp. Ce n'est pas le nôtre.

En 1985, un P.-D.G. d'une grande entreprise gagne encore 22 fois le salaire d'un manoeuvre, soit environ quatre vingt dix mille francs mensuellement, comme l'indique le dernier rapport du C.E.R.C. Patrice Hernu dans le numéro de juin 1985 d'Économie et Statistiques démontre que l'éventail des salaires ne s'est pas rétréci de 1980 à 1984. Sur cette période, le S.M.I.C. a bien progressé plus vite que l'ensemble des salaires, mais en 1984, 6% des salariés étaient payés au-dessous du salaire minimum ; et la généralisation des « emplâtres » au chômage tels les T.U.C. n'y changera rien, au contraire. Ils étaient 5,9% en 1980, avant l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Cette série d'échecs apparemment ne suffisait pas. Qu'à cela ne tienne, le gouvernement Fabius, suivant en cela les préceptes reaganien, adopte pour 1986 une baisse de 3% de l'impôt sur le revenu. Qui va profiter de cette largesse ? Claire Sined dans le numéro d'octobre d'Alternatives économiques fait les comptes... Les professions libérales et les cadres supérieurs vont bénéficier de près de la moitié de la réduction annoncée, alors qu'ils représentent seulement 13% de la population totale. Ce ne sont pas, à notre connaissance, les 13% les plus pauvres. Le dernier gadget de la Rue de Rivoli est somme toute significatif de la logique gouvernementale ; qu'importe le programme de 1981 et adieu au socialisme.

Comment accepter de tels reniements ? Le peu d'acquis engrangé en 1981-1982 a été systématiquement sacrifié. Les 35 heures semblent définitivement passées aux oubliettes de l'histoire. Les conditions de travail que le projet de flexibilité veut imposer malgré les oppositions syndicales, constituent des atteintes graves à la législation sociale. On a freiné l'inflation, mais à quel prix ? La période 1981-1986 raconte finalement l'histoire d'une longue défaite dans l'élaboration du socialisme, le récit d'une longue trahison, le temps de tous les mensonges.

WILLY PELLETIER
CÉCILE NEVEU
(Gr. de Lille)